Mutuelle de Jeunes Chrétiens
pour le Développement
(MJCD-ONG)

02 BP : 1824 COTONOU BENIN - TEL: (229) : 21-30-84-38 - FAX : 21-30-08-70 E-mail : mjcd@leland.bj

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES

2005

Organisation Non Gouvernementale (ONG) enregistrée sous le N° 94/007/MISAT/DAI/SCC-ASSOC
Compte N° 01511309086 BOA

SOMMAIRE

TITRES	PAGES
SIGLES & ACRONYMES	2
TABLEAUX & GRAPHIQUES	4
PRESENTATION SOMMAIRE DE LA MJCD	5
RESUME	9
LES ACTIONS DE FORMATION	14
LES ACTIONS D'INTERMEDIATION SOCIALE	29
LES ACTIONS DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE LA MJCD	45
ANALYSE DES RESULTATS ET PERSPECTIVES POUR 2006	51

SIGLES ET ACRONYMES

SIGLES		DEFINITIONS
ACEF	:	Action Communautaire pour l'Education des Filles
AFRICARE	:	ONG américaine
AGeFIB	:	Agence de Financement des Initiatives de Base
ARED-ONG	:	Recherche et Action pour le Développement Endogène
BAPE	:	Bureau Association des Parents d'Elèves
BHAPP	:	Benin HIV AIDS Prevention Project
CAT/ PRSP	:	Cellule d'Appui Technique du Programme de Relance du Secteur Privé
CDM	:	Citoyen du Monde
CED	:	Centre d'Education à Distance
CEE	:	Crédit Epargne Education
CEG	:	Collège d'Enseignement Général
CEGPA	:	Comité d'Elaboration et de Gestion des Plans d'Action
CePEPE	:	Centre de Promotion et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises
CeRPA	:	Centre Régional de Promotion Agricole
CLCAM	:	Caisse Locale de Crédit Agricole et Mutuel
CLR	:	Comités Locaux Représentatifs
CS	:	Circonscription Scolaire
CVSAN	:	Comité Villageois de Suivi Alimentaire et Nutritionnel
DDP	:	Développement Décentralisé Participatif
DGFPCS	:	Direction Générale de la Formation Professionnelle Continue et des Stages
EVT	:	Enfants Victimes du Trafic
FEDEC	:	Fédéral d'Expertise Comptable
FODEFCA	:	Fonds de Développement de la Formation Continue et l'Apprentissage

SIGLES		DEFINITIONS
IPEC	:	Programme International pour l'Abolition du Trafic des Enfants
IST	:	Infection Sexuellement Transmissible
MEPS	:	Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire
MJCD	:	Mutuelle de Jeunes Chrétiens pour le Développement
OIT	:	Organisation International du Travail
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
PACLS	:	Plan d'Actions Communautaires de Lutte contre le SIDA
PADEAR	:	Projet d'Assistance au Développement du secteur de l'Alimentation en Eau potable et de l'Assainissement en milieu Rural
PADPPA	:	Programme d'Appui au Développement Participatif de la Pêche Artisanale
PAFTP	:	Programme d'Appui à la Formation Technique et Professionnelle
PAGREB	:	Promotion des Activités Génératrices de Revenus à la Base
PAM	:	Programme Alimentaire Mondial
PDFE	:	Projet de Développement et de Formation des Entreprises
PE	:	Pair Educateur
PGDP	:	Programme de Gouvernance et Droit de la Personne
PIC	:	Promotion des Initiatives Communautaires
PPLS	:	Projet Plurisectoriel de Lutte contre le SIDA
PPSF	:	Projet de Promotion de la Scolarisation des Filles
PSAN	:	Programme de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
RTI	:	Research Triangle Institute: ONG américaine
SIDA	:	Syndrome Immuno-Déficience Acquis
URCLCAM	:	Union Régionale des Caisses Locales de Crédits Agricoles et Mutuels
USAID	:	United States of America for International Development
VIH	:	Virus de l'Immuno déficience Humain

TABLEAUX & GRAPHIQUES

N°	TITRE	PAGES
TABLEAU 1	DEPARTEMENTS ET COMMUNES D'INTERVENTION DE LA MJCD	8
TABLEAU 2	DOMAINES D'INTERVENTION ET ACTIVITES DE LA MJCD	8
TABLEAU 3	PARTENAIRES ET PROJETS EXECUTES EN 2005	12
TABLEAU 4	RESULTATS OBTENUS AVEC LE PPLS DANS LA COMMUNE DE TOFFO EN 2005	29
TABLEAU 5	MICRO-PROJETS BHAPP EXECUTES EN 2005 A ABOMEY CALAVI	29
TABLEAU 6	CIBLES TOUCHEES PAR LE PROJET BHAPP EN 2005	31
TABLEAU 7	COMMUNES ET STRUCTURES BENEFICIAIRES DU PROJET DE LUTTE CONTRE LE SIDA EXECUTE AVEC PAM	32
TABLEAU 8	RESULTAT DU DIAGNOSTIC ORGANISE AVEC LES COMITES DE VIGILANCE DANS LE CADRE DU PROJET ETE	33
TABLEAU 9	VILLAGES RETENUS DANS LES COMMUNES DE DJAKOTOMEY ET DE TOVIKLIN POUR LE PSAN	36
TABLEAU 10	EFFECTIFS ENREGISTRES PAR SITE POUR LES LATRINES ET DOUCHES DE LA MJCD	43
TABLEAU 11	FORMATIONS REÇUES PAR LE PERSONNEL EN 2005	46
TABLEAU 12	SYNTHESE DU PLAN OPERATIONNEL 2006	50

N°	TITRE	PAGES
GRAPHIQUE 1	EVALUATION DES CONNAISSANCES SUR LES VOIES DE TRANSMISSION DU SIDA DANS LE CADRE DU PROJET BHAPP	30
GRAPHIQUE 2	EVALUATION DES CONNAISSANCES SUR LES MESURES DE PREVENTION DU SIDA DANS LE CADRE DU PROJET BHAPP	31
GRAPHIQUE 3	REPARTITION DES ENFANTS DEMUNIS ET SELECTIONNES PAR COMMUNE DANS LE CADRE DU PROJET ETE	35
GRAPHIQUE 4	EVOLUTION DES EFFECTIFS DU PERSONNEL EN 2006	45

PRESENTATION SOMMAIRE DE LA MJCD

GENESE

La Mutuelle de Jeunes Chrétiens pour le Développement (MJCD-ONG) est une organisation laïque, apolitique créée dans un milieu catholique sur l'initiative d'une dizaine de jeunes responsables de chorale (ce qui justifie le mot « chrétien » dans sa dénomination. Ceci ne crée aucune situation de discrimination religieuse ou de dépendance religieuse).

La MJCD-ONG est reconnue sur le plan national comme une véritable structure de développement. En effet, les expériences des jeunes initiateurs de la MJCD-ONG en tant que béninois, les ont amenés à réfléchir sur les problèmes auxquels font face les jeunes du pays.

L'une des conditions de ces réflexions est la création d'une organisation composée de jeunes, et qui se met au service d'autres jeunes. Elle constitue donc une structure d'autogestion des problèmes des jeunes. C'est dans ce cadre que la MJCD-ONG a connu le jour le 30 octobre 1993 après son assemblée constitutive au centre Paul VI de Cotonou.

Le logo de l'organisation présentant une main noire et une main blanche se serrant, fait appel à une solidarité au-dessus de toutes les frontières et de toutes les communautés, et l'esprit d'équipe et d'entraide qui doit exister au sein des jeunes. Ceci justifie le fait que la jeunesse demeure un groupe cible privilégié pour la MJCD-ONG qui s'est dotée d'une vision, d'une mission et objectifs clairs.

MISSION
Œuvrer à l'aboutissement d'une jeunesse efficiente et responsable au Bénin

OBJECTIFS

1. Développer l'esprit d'entreprise et de management au sein des jeunes des femmes et des artisans à travers des formations et des appuis financiers.

2. Assurer l'éducation pour la santé et la réalisation des infrastructures socio-économiques dans les communautés à la base.

3. Améliorer la scolarisation des enfants et la participation des APE dans la gestion de l'éducation primaire.

ORGANIGRAMME GENERAL DE LA MJCD

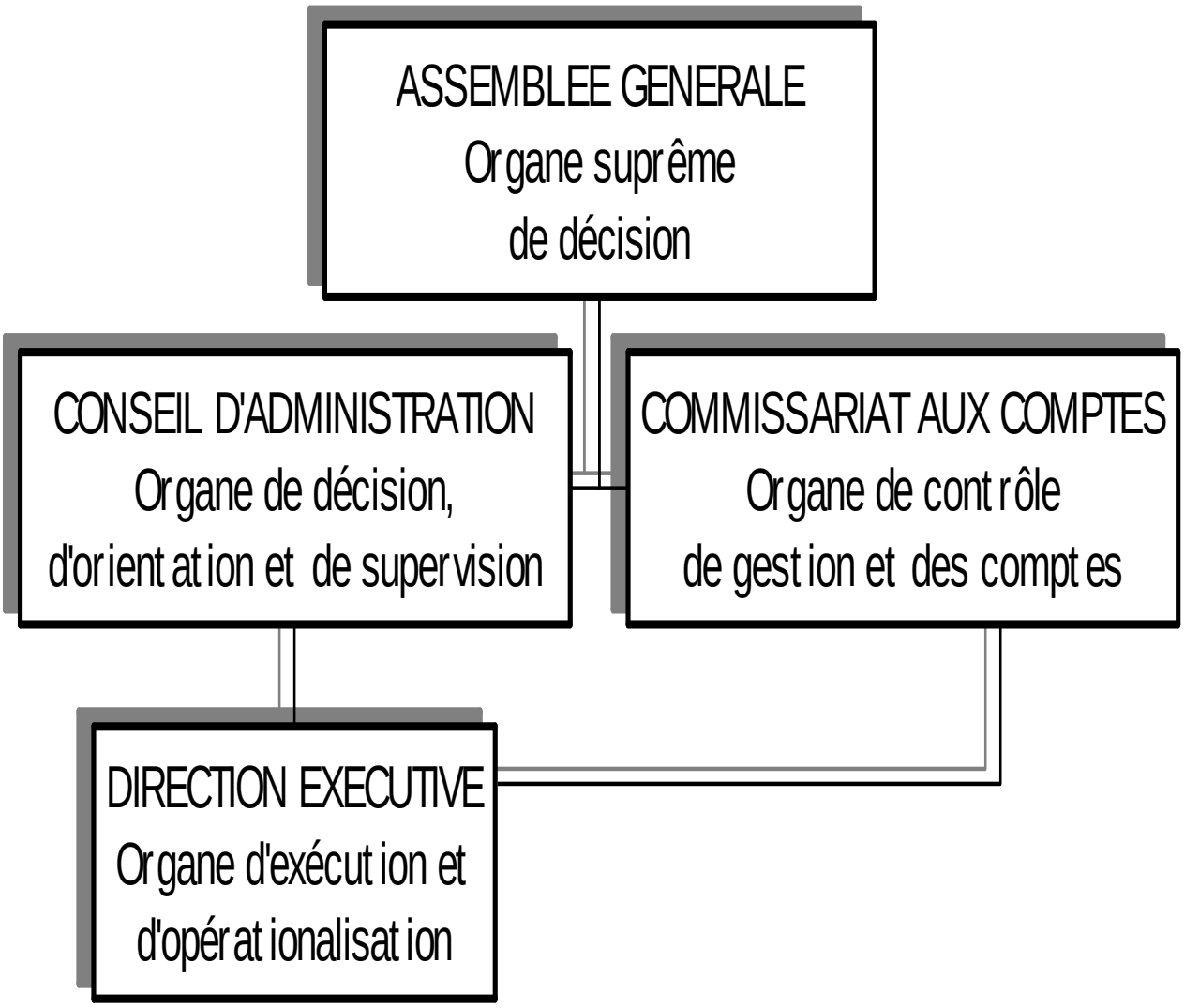


TABLEAU 1 : DEPARTEMENT ET COMMUNES D'INTERVENTION

DEPARTEMENTS	COMMUNES
Atlantique – Littoral	Cotonou, Abomey-Calavi, Toffo, Zè, Sô-ava, Tori-Bossito, Allada, Ouidah, Kpomassè
Mono – Couffo	Bopa, Aplahoué, Lokossa, Dogbo, Comè, Athiémé, Grand-popo, Djakotomè, Klouekanmey, Lalo, Toviklin
Ouémé – Plateau	Porto-Novo, Avrankou, Adja-Ouèrè, Bonou, Sakété, Adjohoun, Sèmè-podji, Aguégués, Dangbo
Zou - Collines	Abomey, Bohicon, Dassa, Zogbodomey, Ouèssè Agbangnizoun, Savalou, Savè, Glazoué, Ouinhi
Atacora – Donga	Djougou, Copargo, Natitingou, Bassila, Ouaké, Tanguiéta, Matéri, Cobly.
Borgou – Alibori	Parakou, N'dali, Kandi, Sinendé, Malanville, Banikoara

TABLEAU 2 : DOMAINES D'INTERVENTION ET ACTIVITES DE LA MJCD

DOMAINES D'INTERVENTIONS	ACTIVITES
FORMATION	▪ Diagnostic des besoins en formation ▪ Préparation, déroulement, suivi/évaluation, des sessions de formation en entrepreneuriat et en management des ressources, des organisations et des projets. ▪ Mise en œuvre des activités de suivi –appui -conseil ▪ Organisation de sessions de formation en communication sociale et IEC SIDA/IST ▪ Préparation, déroulement, suivi/évaluation, de sessions de formation au profit des organisations de la société civile sur la planification stratégique, bonne gouvernance, la planification du développement local, etc.
INTERMEDIATION SOCIALE	▪ Organisation de séances d'IEC et d'actions en santé / environnement promotion de la sécurité alimentaire ▪ Organisation de diagnostic participatif et identification des besoins ▪ Appui à la réalisation d'ouvrages socio-communautaires ▪ Elaboration de plan de développement ▪ Appui au développement des activités génératrices de revenus dans les communautés ▪ Promotion du Genre. Promotion des droits des femmes et des enfants ▪ Mise en relation et partenariat des groupements à la base et les structures d'appui
MISE EN ŒUVRE DES AGR	▪ Expérience en élevage de volailles ▪ Distribution de produits agricoles et d'élevage ▪ Mise en service et gestion de latrines communautaires
MICRO -FINANCE	▪ Octroi de crédit ▪ Collecte de l'épargne ▪ Suivi – appui – conseil à la gestion du crédit

RESUME

Le plan opérationnel élaboré par la Mutuelle de Jeunes Chrétiens pour le Développement (MJCD) pour le compte de l'année 2005 a prévu trois grands domaines d'activités que sont : l'intermédiation sociale; les actions de formation et les actions de renforcement institutionnel de l'ONG. Les principaux volets couverts sont : la lutte contre les IST et le VIH/Sida, la promotion de la scolarisation des filles, la promotion des droits de l'enfant et la lutte contre le trafic et le travail des enfants, l'appui à la décentralisation, l'appui à l'insertion professionnelle des jeunes. La promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le développement institutionnel et le renforcement organisationnel, le développement du capital humain. Sept (07) partenaires financiers ont appuyé la MJCD dans l'exécution de son plan opérationnel 2005 à travers sept (7) projets.

En ce qui concerne les actions de formation, dix (10) sessions de formation sont organisées en direction des communautés à la base, les organisations professionnelles, les élus locaux, les déscolarisés etc. grâce à l'appui financier des partenaires que sont RTI, le projet BHAPP, la cellule d'appui technique pour la relance du secteur privé (CAT/PRSP), le fonds de développement de la formation continue et de l'apprentissage (FODEFCA), le projet de développement et de formation des entreprises (PDFE) et l'ONG RACINES.

Les actions de lutte contre le SIDA ont été développées grâce à l'appui financier de deux partenaires que sont : le Projet Plurisectoriel de Lutte contre le SIDA (PPLS), le "Benin HIV AIDS Prevention Project" (BHAPP) et le programme alimentaire mondial (PAM) dans les localités d'Abomey Calavi, Ouidah, Kpomassè, Tori Bossito, Toffo et Cotonou. A Toffo et à Cotonou ou le PPLS est exécuté, l'approche communautaire a été retenue et a permis le suivi de la mise en œuvre de 59 plans d'actions communautaires de lutte contre le sida à Toffo où 3627 personnes se sont faites dépister et 39 personnes dont 22 femmes et 17 hommes sont révélées séropositives et prises en charge. L'information des autorités de Cotonou a permis l'élaboration de 5 plans en direction des conducteurs, pousse - poussiers de Dantokpa et des collèges publics et privés. 80 salons / ateliers et studios, sont retenus à Abomey Calavi et les apprentis sont formés et sensibilisés à travers des causeries éducatives. Le partenariat avec PAM a permis à la MJCD de former les pairs éducateurs et les élèves de 10 centres bénéficiaires des vivres PAM dans l'Atlantique et le Littoral.

La promotion des droits de l'enfant et la lutte contre la traite des enfants sont réalisées dans le cadre du programme « Elimination de la traite des enfants » à travers le renforcement des capacités des écoles à assurer un suivi rapproché des enfants vulnérables en situation de haut risque d'abandonner l'école. Ce projet de l'organisation internationale du travail (OIT), exécuté en partenariat avec deux (2) autres ONG associées que sont ARED à Djakotomey et CDM à Kétou, est financé par la DANIDA et a permis d'identifier quatre cent (400) enfants vulnérables ou victimes du travail, et de les inscrire ou les maintenir à l'école.

L'appui à la promotion de la scolarisation des filles a été effectif en 2005 grâce à deux partenaires ; il s'agit notamment de World Learning à travers le projet « Actions communautaires pour l'éducation des filles » (ACEF) financé par l'USAID et mis en oeuvre depuis trois ans par l'ONG dans les localités de Bopa et Aplahoué, et le ministère de l'enseignement primaire et secondaire (MEPS) à travers le projet « promotion de la scolarisation des filles » (PPSF) démarré en 2004 dans quatre communes et poursuivi en 2005 dans la commune de Za-Kpota. Le suivi et l'accompagnement des communautés dans la mise en œuvre de leurs micro- projets et la gestion des activités du projet ont été effectifs avec ACEFdans 31 communautés de Bopa et d'Aplahoué. Un diagnostic à permis la collecte des données et la définition des vi-

sions et obstacles relatifs à la scolarisation des filles dans 19 communautés de Za-Kpota dans le cadre du PPSF.

L'appui aux organisations et aux ménages du mono et du couffo s'inscrit dans le cadre du programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PSAN) financé par Plan Bénin. Il a permis d'encadrer 30 communautés des communes de Djakotomey et de Toviklin pour permettre à celles-ci de rendre disponible les produits agricoles de façon quantitative et qualitative à travers une production intense et diversifiée, d'avoir accès aux produits agricoles à travers l'amélioration des revenus des ménages et d'utiliser les produits agricoles pour une bonne alimentation des ménages surtout des enfants, des femmes enceintes et allaitantes. Quatre (4) principales actions ont été développées. Il s'agit d'un diagnostic organisé au niveau de 28 villages, la sélection de 20 groupements de femmes et de 230 producteurs modèles, l'installation de 29 comités de suivi alimentaire et nutritionnel et l'identification de 90 femmes mères communautaires pour des activités, de suivi de l'état nutritionnel des enfants à travers les pesées et autres activités.

La MJCD a aussi appuyé en 2005 les jeunes du mono et du couffo pour leur insertion professionnelle grâce au partenariat avec Plan Bénin dans les communes d'Aplahoué, Lokossa et Djakotomey. L'objectif global poursuivi à travers ce partenariat est de favoriser l'accès des jeunes à une formation professionnelle et entrepreneuriale de qualité et faciliter leur insertion. Il s'agit pour la MJCD de créer les conditions nécessaires afin que les jeunes filles et garçons des communes citées bénéficient de l'apprentissage d'un métier porteur et de la formation entrepreneuriale.

Les actions menées pour le renforcement institutionnel de la MJCD sont nombreuses. L'ONG s'est dotée d'un nouveau plan stratégique pour la période 2005-2007. Un audit des comptes de l'ONG est réalisé pour les exercices 2003 et 2004 par le cabinet fédéral d'expertise comptable (FEDEC). Les besoins en formation du personnel sont identifiés et un plan de formation est élaboré et en cours d'exécution.

La gestion des latrines communautaires réalisées à Hindé, Xwlacodji et au Port de pêche de Cotonou s'est poursuivie avec une baisse substantielle des recettes par rapport à l'année passée, baisse due à la concurrence observée sur les sites. Deux cent soixante dix mille six cent quarante trois (270 643) usagers ont été enregistrés pour les latrines et douches de la MJCD pour le compte de l'année 2005, ce qui contribue énormément à la lutte contre la pollution de l'environnement et le manque d'hygiène.

Dans le domaine de la recherche et de la diversification des partenaires, quatre (4) partenaires et programmes sont identifiés par l'ONG au cours de l'année 2005, il s'agit de PLAN BENIN pour le programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle ; l'Organisation International du Travail (OIT) pour la mise en œuvre du projet "Elimination de la traite des enfants" ; DANIDA pour le Programme de Gouvernance et des Droits de la Personne (PGDP) ; le trio FIDA/FAD/GOUVERNEMENT BENINOIS pour le Programme d'Appui au Développement Participatif de la pêche Artisanale (PADPPA) dont les activités vont démarrer en 2006.

La conséquence directe de notre entrée en partenariat avec ces différentes structures, est l'augmentation de l'effectif du personnel grâce aux recrutements effectués pour l'exécution des différents projets. De 17 en décembre 2004, l'effectif est donc passé de 23 personnes en décembre 2005.

Suite à cette augmentation de son personnel et pour accroître son rendement, la MJCD a procédé au renforcement de ses capacités à travers des sessions de formation sur différents thèmes en rapports avec les différents programmes ou projets exécutés.

Malgré les succès enregistrés au cours de l'année, quelques difficultés sont à signaler. Dans le domaine des Activités Génératrices de Ressources, l'insuffisance de moyens financiers n'a pas permis à la MJCD de réaliser toutes les prévisions. Le démarrage des activités agropastorales n'a pas été possible à Kpanroun. La non-disponibilité de site pour la construction de nouvelles latrines et douches publiques n'a pas permis de réaliser de nouveaux ouvrages au profit des communautés. Les difficultés avec certains partenaires sont relatives au retard accusé pour la signature ou le renouvellement de contrat entraînant du coût un retard dans les décaissements de fonds.

Face à ces situations, la MJCD, en plus de sa politique d'autofinancement souhaite collaborer davantage avec toutes structures capables de contribuer efficacement à l'accomplissement de sa mission pour le bien être et le développement des communautés à la base.

TABLEAU 3 : PARTENAIRES ET PROJETS EXECUTES EN 2005

PARTENAIRES	*PROJETS EXECUTES*	*ZONES D'INTERVENTION*	*COUTS (FCFA)*
PPLS	Projet plurisectoriel de lutte contre le sida	Toffo - Cotonou	5 600 000
AFRICARE	Benin HIV AIDS prevention Project: BHAPP	Abomey Calavi	1 068 330
PLAN BENIN	Projet de sécurité alimentaire et nutritionnelle : PSAN	Djakotomey Toviklin Aplahoué	39 749 772
OIT	Projet d'élimination du trafic des enfants	Agbangnizoun Kétou Djakotomey	10 757 700
WORLD LEARNING	Action communautaire pour la scolarisation des filles : ACEF	Aplahoué Bopa	18 102 883
RTI	Projet d'appui à la décentralisation	Mono- Couffo, Borgou Alibori	9 388 922
PAM	Sensibilisation des établissements bénéficiaires de vivres PAM sur le sida	Cotonou, Tori Bossito, Ouidah, Toffo, Kpomassè	PM
FODEFCA	Formation des femmes de l'ANM sur les techniques de fumage et la gestion des revenus	Porto-Novo, Avrankou, Bonou, Adjohoun, Sèmè Podji, Aguégué, Dangbo	15 012 739
MEPS	Projet de promotion de la scolarisation des filles	Aguégué, So-ava, Za-Kpota, Ouinhi	5 482 275
TOTAL			**105 162 621**

LES ACTIONS DE FORMATION

La MJCD-ONG, fidèle à sa logique selon laquelle la formation est un aspect très sensible du développement durable, a fait de ce volet, comme par le passé, une priorité de ses activités au cours de cette année 2005. Les sessions de formation organisées portent sur les domaines de compétence que sont : le management des organisations, le management des ressources, la technique de construction de fours améliorés, les techniques de transformation et de conservation des produits de pêche, les IST/SIDA et les techniques de sensibilisation, la gestion et la collaboration etc. Les bénéficiaires de ces actions de formation sont : des élus locaux, des maîtresses d'écoles maternelles, des responsables d'associations des parents d'élèves, des responsables d'associations des producteurs, des mareyeuses et mareyeurs, des personnes en quête d'emploi, des apprentis artisans, des responsables d'entreprises, des agents de développement communautaire etc. et provenant des communes du Littoral, de l'Ouémé, du Mono-Couffo et de l'Alibori-Borgou.

Les actions de formation organisées portent sur les thèmes suivants :

- Formation des élus locaux et chefs des services déconcentrés de l'Etat des départements du Mono, du Couffo, du Borgou et de l'Alibori sur le processus de prise de décision.
- Formation des transformatrices et transformateurs des produits de pêche, membres de l'Association Nationale des Mareyeuses et mareyeurs du Bénin (ANM) en nouvelles techniques de transformation et de conservation des produits de pêche et en gestion de revenus.
- Formation des responsables d'organisations professionnelles partenaires de la Cellule d'Appui Technique au Programme de Relance du Secteur Privé (CAT / PRSP) en management pour une organisation dynamique et opérationnelle.
- Formation des maîtresses des écoles maternelles partenaires de l'ONG Racine sur la vie associative.
- Formation des élus locaux et responsables administratifs des mairies des départements de l'Atlantique, du Littoral du Borgou et de l'Alibori en technique de négociation de financement.
- Formation des personnes en quête d'emploi partenaires du Programme de Développement et de Formation des Entreprises (PDFE) en gestion et collaboration.
- Formation des membres des bureaux d'APE partenaires de l'ONG-Racine sur les techniques d'élaboration, de gestion et suivi de la gestion du budget.
- Formation des membres de l'Union Départementale des Producteurs du Borgou / Alibori (UDP) sur la société civile et son rôle.
- Formation des prisonniers sur l'entrepreneuriat.
- Formation des pairs éducateurs sur les IST/SIDA et les techniques de sensibilisation.

I. FORMATION DES ELUS LOCAUX ET CHEFS DES SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT DES DEPARTEMENTS DU MONO, DU COUFFO, DU BORGOU ET DE L'ALIBORI SUR LE PROCESSUS DE PRISE DE DECISION

Dans le cadre du programme d'appui à la décentralisation exécuté par le RTI (Research Triangle Institute) depuis 2002, avec un financement de l'USAID ; une formation a été initiée et exécutée au profit des élus locaux et des chefs des services déconcentrés de l'Etat des départements du Mono, du Couffo, du Borgou et de l'Alibori. A l'issue d'un processus de sélection, l'organisation de la session de formation a été confiée à la MJCD-ONG. Cette session de formation porte sur « le processus de prise de décision ». Elle s'est déroulée à Lokossa du 29 au 31/03/05 pour les bénéficiaires du Mono/Couffo et à Parakou du 26 au 28/04/05 pour ceux du Borgou/Alibori.

L'objectif global de la formation est d'amener, les participants (élus locaux, personnel communal et personnel des services déconcentrés de l'Etat), à s'approprier une démarche de qualité dans le pilotage des processus de prise de décision pour un fonctionnement efficace de leurs institutions respectives. Autrement dit, cette formation a permis aux institutions locales et déconcentrées, de mieux fonctionner à travers des décisions judicieuses prises au moment opportun et par des personnes averties et appropriées.

De façon spécifique, cette action de formation a permis de rendre les participants capables de :

- Décrire les principales étapes du processus de prise de décision dans les communes et les services déconcentrés de l'Etat ;

- Identifier les problèmes liés à la prise de décision par les communes et par l'autorité de tutelle dans le contexte de la décentralisation et de la déconcentration au Bénin et y proposer des solutions ;

- Proposer une démarche de prise de décision basée sur l'efficacité et la célérité

La méthodologie développée dans le cadre de cette action de formation repose sur la stratégie d'apprentissage des adultes (andragogie) et un dispositif d'évaluation comportant plusieurs types d'évaluation. L'andragogie est choisie parce que les apprenants sont tous des adultes et des personnes en cours d'emploi. Elle a l'avantage principal de valoriser le prérequis des apprenants et surtout de les mettre au centre du processus de transfert de compétences. Ils sont les principaux acteurs du processus de transfert de compétences.

II. FORMATION DES TRANSFORMATRICES ET TRANSFORMATEURS DES PRODUITS DE PECHE, MEMBRES DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES MAREYEUSES ET MAREYEURS DU BENIN (ANM) EN NOUVELLES TECHNIQUES DE TRANSFORMATION ET DE CONSERVATION DES PRODUITS DE PECHE ET EN GESTION DE REVENUS.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui au Développement de la Formation Professionnelle Continue (PADFPC), exécuté par le Fonds de Développement de la Formation Continue et de l'Apprentissage (FODEFCA) une action de formation a été exécutée par la MJCD, au profit des transformatrices et transformateurs des produits de pêche membres de l'Association Nationale des Mareyeuses et Mareyeurs, section de l'Ouémé/Plateau.

Les bénéficiaires de cette formation sont au nombre de 115, et proviennent des communes d'Adjohoun, de Bonou, de Dangbo, d'Aguégués, de Sèmè-Kpodji, d'Adjarra et de Porto-Novo. La formation s'est déroulée du 11 avril au 04 mai 2005 sur huit (8) sites. Le thème central est : « les nouvelles techniques de transformation, de conservation des produits de pêche et de gestion des revenus ». Deux phases caractérisent cette formation : une phase pratique faite de construction et d'utilisation des fours améliorés et une phase de cours théorique exclusive déroulée en salle ayant porté sur les outils de gestion de revenus.

L'objectif global de la formation est d'amener les participants à acquérir et conquérir de nouvelles compétences en matière de techniques de transformation, de conservation des produits de pêche et de gestion de revenus. De façon spécifique, à la fin de la formation les participants sont rendus capables de :

- Utiliser convenablement les nouvelles techniques de fumage des produits de pêche
- Utiliser de façon efficace et efficiente les fours améliorés pour la transformation des produits de pêche
- Produire en quantité les poissons fumés de qualité
- Gérer financièrement leurs unités de production suivant les règles de l'art.

A l'issue de la session de formation, les femmes membres de l'ANM ont maîtrisé un temps soit peu la technique de construction et d'utilisation des fours CHORKOR afin de pouvoir transformer et conserver convenablement les produits de pêche.

III. FORMATION DES RESPONSABLES DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES PARTENAIRES DE LA CELLULE D'APPUI TECHNIQUE AU PROGRAMME DE RELANCE DU SECTEUR PRIVE (CAT / PRSP) EN MANAGEMENT POUR UNE ORGANISATION DYNAMIQUE ET OPERATIONNELLE

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces activités, la Cellule d'Appui Technique au Programme de Relance du Secteur Privé (CAT/PRSP) a initié une action de formation au profit des responsables des organisations professionnelles partenaires. Mise en œuvre par la MJCD, elle a pour thème : ***Le management pour une organisation dynamique et opérationnelle des associations professionnelles***. Les organisations bénéficiaires de la formation sont celles partenaires de la CAT/PRSP et membres des organisations professionnelles que sont : ANAPROBAR(association nationale des propriétaires de bars et restaurants) UTRAFEL (Union des transformateurs de fruits et légumes), AFREB (Association des femmes restauratrices du Bénin), FENAB (fédération nationale des artisans du Bénin), AFACEB (association des femmes d'affaires et chefs d'entreprises de Bénin), GEA BENIN (groupement des exploitants agricoles du Bénin).

Les participants à cette formation sont ceux qui ont leurs entreprises à Cotonou et environs. D'une durée de cinq (5) jours, la session de formation s'est déroulée dans la salle de formation de la MJCD du 03 au 07 octobre 2005. Elle s'inscrit dans le cadre de la poursuite des efforts déployés par la CAT pour renforcer les capacités techniques des responsables des organisations professionnelles.

Participants à la formation en atelier dans la salle de formation de la

L'objectif global de cette formation est de rendre opérationnelles et plus dynamiques les associations d'entreprises privées afin qu'elles soient efficaces et être gérées de façon professionnelle à travers :

- L'appropriation des connaissances relatives au fondement, à la structuration et au fonctionnement d'une organisation
- La conquête et l'acquisition des outils de résolution des problèmes se posant à eux en thème de coordination, de collaboration et d'adhésion aux valeurs essentielles de leurs organisations
- L'assimilation des compétences relatives aux outils de gestion administrative, matérielle, financière et de management des ressources humaines nécessaires à l'accomplissement de leur mission en tant que membre du bureau de leur organisation.

De façon spécifique, la formation a permis :

- D'aider les responsables d'associations à maîtriser la structuration et le fonctionnement de leurs associations
- De doter les responsables d'associations de méthodes opérationnelles de gestion d'une association
- De renforcer la capacité de négociation des responsables d'association
- De doter les responsables d'associations de notions fondamentales de gestion des ressources humaines.

Pour conduire efficacement cette action de formation, la méthode utilisée prend appui sur les principes de formation des adultes. En d'autres termes les séances ont été de véritables lieux d'échanges, de débat et d'apprentissage où l'apprenant est considéré comme l'acteur principal de son projet de formation. Pour réussir ces séances, les techniques d'animation suivantes ont été soigneusement sélectionnées et correctement utilisées. Il s'agit du brainstorming, du sociogramme, des travaux de groupes en atelier, des études de cas, de la description schématique, des exposés, des exercices pratiques, de la vidéo – projection etc.

IV. FORMATION DES MAITRESSES DE MATERNELLES PARTENAIRES DE L'ONG RACINE SUR LA VIE ASSOCIATIVE

Dans le cadre de ses activités, l'ONG-Racines a initié une formation au profit des animatrices / maîtresses de ses écoles maternelles. Le désir des responsables de cette ONG est de confier à court terme la gestion des maternelles à des associations qui seraient librement créées par les animatrices. Les membres de ces associations doivent être des personnes informées des questions relatives au fonctionnement et au développement des écoles maternelles. A cet effet, la présente action est initiée au profit des maîtresses pour leur permettre de créer des associations capables de poursuivre dans de bonnes conditions la gestion desdites écoles maternelles. C'est à cette fin que l'action a été initiée. Elle est financée sur fonds propre de l'ONG Racines.

L'objectif général de cette action de formation est de faire comprendre aux participantes, la fonction de l'association dans une société et de leur fournir des outils de sa gestion. De façon spécifique, les objectifs poursuivis sont :

- Connaître les avantages et utilité d'une association
- Connaître les facteurs favorables à la création d'une association
- Comprendre l'importance des textes fondamentaux d'une association
- S'approprier les éléments nécessaires à l'élaboration des textes fondamentaux d'une association

- Comprendre les rôles et responsabilités des organes et postes essentiels d'une association
- Maîtriser les outils de gestion efficace d'une association
- Connaître les techniques de gestion des conflits au sein d'une association
- Connaître le processus d'organisation d'une réunion

Pour atteindre les objectifs cités ci-dessus, les thèmes développés se présentent comme suit : Les généralités sur les associations, les textes fondamentaux et les organes de gestion d'une association, les dispositions essentielles pour la bonne gestion d'une association, la gestion des conflits, l'administration d'une association, la gestion d'une réunion.

Globalement, cette formation a permis aux participantes d'échanger sur l'utilité d'une association. Ce partage a été occasionné et animé de main de maître par le formateur. D'ailleurs, à l'évaluation en fin de formation, les apprenants ont témoigné leur entière satisfaction.

V. FORMATION DES ELUS LOCAUX ET RESPONSABLES ADMINISTRATIFS DES MAIRIES DES DEPARTEMENTS DE L'ATLANTIQUE, DU LITTORAL, DU BORGOU ET DE L'ALIBORI EN TECHNIQUE DE NEGOCIATION ET DE FINANCEMENT

Dans le cadre du programme d'appui au démarrage des communes, une action de formation a été organisée au profit des élus locaux. Initiée et mise en œuvre par la maison des collectivités locales grâce à un financement de l'Union Européenne, elle s'est déroulée en Août 2005 et porte sur « les techniques de recherche et de négociation de financement ». L'animation de la formation a été confiée à la MJCD-ONG. Cette action de formation vise le renforcement des capacités des autorités communales afin qu'elles puissent mieux répondre aux exigences, défis et @enjeux du développement local.

L'objectif global de la formation est de contribuer au renforcement des capacités techniques des élus locaux en matière de techniques de recherche de financement et de négociation afin qu'elles répondent mieux aux exigences de financement des plans communaux de développement pour le rayonnement économique, social et culturel de leurs communes. Il s'agit de façon spécifique, d'amener, à la fin de la formation, les participants à être capables de :

Au niveau du savoir

- Définir les concepts de financement, de coopération décentralisée, de communication institutionnelle, de partenariat et de négociation ;
- Comprendre et décrire les principales étapes du processus de négociation, les caractéristiques de la coopération décentralisée et de partenariat

Au niveau du savoir-faire

- Etablir la typologie des financements avec une précision sur leur description, contraintes et obligations
- Présenter et utiliser les outils nécessaires à la mise en œuvre de chaque étape du processus de négociation
- Formuler une requête de financement

Au niveau du savoir-être

- Prendre conscience des enjeux de la décentralisation surtout dans les communes
- S'investir d'avantage dans les actions de partenariat en tant qu'acteur pour le développement local

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette action de formation, le dispositif d'évaluation mis en place a permis d'apprécier le degré d'assimilation des connaissances prévues. L'évaluation s'est déroulée à plusieurs niveaux. A la fin du développement de chaque séquence, à la fin de la journée, à mi-parcours et à la fin de la formation. Globalement, ces différentes évaluations ont permis de vérifier l'appropriation progressive des compétences développées.

VI. FORMATION DES MEMBRES DES BUREAUX D'APE PARTENAIRES DE L'ONG RACINE SUR LES TECHNIQUES D'ELABORATION, DE GESTION ET DU SUIVI DE GESTION DU BUDGET

Une chose est de créer une association, l'autre est de la rendre dynamique et opérationnelle pour qu'elle puisse accomplir sa mission. Autrement dit, une association, pour être dynamique et opérationnelle, a besoin des compétences pour assurer la gestion de ces ressources (ressources matérielles, ressources financières et ressources humaines). Savoir gérer les ressources, c'est être capable de préparer et de conduire une réunion, de tenir le livre de caisse ou le livre de banque, d'élaborer un plan d'activité, élaboré et assuré la gestion ou suivre la gestion du budget annuel d'activités etc…

Les APE partenaires de l'ONG Racine ayant pris conscience de cette réalité et pour avoir compris la nécessité de se doter des outils techniques de gestion, ont sollicité, auprès de l'ONG - Racine une action de renforcement de capacités au profit de leurs responsables. Cette doléance a reçu un écho favorable au niveau des responsables de ladite structure. C'est ainsi que l'action de renforcement de capacités a été financée par RACINE-ONG et mise en œuvre par la MJCD-ONG.

Cette action de renforcement de capacité porte sur l'élaboration et la gestion du budget annuel d'activités. Le but de l'action est de contribuer à la dynamisation et à l'opérationnalisation efficace et efficiente des associations de Parents d'Elèves (APE) parte-

naires de l'ONG-RACINE. De façon spécifique, les objectifs poursuivis à travers cette formation sont :

- Améliorer la connaissance des apprenants en matière d'élaboration, de gestion et du suivi de la gestion d'un budget annuel ;
- Doter les apprenants des outils nécessaires à une mobilisation efficace des informations devant servir à l'élaboration du budget ;
- Doter les apprenants des outils de gestion ou du suivi de la gestion d'un budget.

La démarche méthodologique utilisée est à la fois inductive et participative. Elle a permis de mettre un accent particulier sur les pré-requis et expériences des participants au regard de leur parcours professionnel. Il s'est agi de les enrichir, de les consolider et de les compléter. Cette démarche favorise l'échange d'idées et d'expériences à travers des discussions et des débats assez ouverts soutenus et encouragés par le formateur. Les supports de communication tel que la vidéo projection ont été utilisés. A la fin de la session de formation, les témoignages recueillis des apprenants dans le cadre des évaluations, ont permis de constater, l'appropriation correcte des compétences prévues.

VII. FORMATION DES RESPONSABLES DE L'UNION DEPARTEMENTALE DES PRODUCTEURS DU BORGOU / ALIBORI

Dans le cadre du renforcement des capacités techniques des producteurs, l'Union Départementale des Producteurs de l'Alibori a initié une formation au profit de ses membres. Cette formation porte sur « la société civile et son rôle ». L'opérateur de formation identifié est la MJCD-ONG.

L'objectif global visé à travers ce module de formation est d'amener les participants à découvrir les modes et principes d'une participation effective de la société civile au développement économique, social et culturel de la commune. De façon spécifique, cette formation a permis de rendre les participants capables de :

- ❑ Définir la notion de société civile
- ❑ Décrire les composantes de la société civile
- ❑ Préciser le rôle de la société civile dans le nouveau système déconcentré et selon les différents niveaux hiérarchiques
- ❑ Préciser le rôle de la société civile dans le développement de la commune
- ❑ Préciser le rôle de la société civile dans le maintien de la sécurité au niveau local
- ❑ Décrire les principes de collaboration entre société civile et élus locaux

Le développement des différentes séquences prévues dans le cadre de la diffusion du module « la société civile et son rôle » a favorisé la production des résultats très intéressants et qui méritent d'être présentés. Ces résultats portent sur :

- ❑ La définition des concepts tels que : citoyen, société, gouvernance, démocratie, sphère sociale, sphère politique, sphère économique, espace de gouvernance autonome, etc.
- ❑ La présentation des caractéristiques et des fonctions de la société civile ;
- ❑ La présentation du rôle, des dimensions et des composantes de la société civile ;
- ❑ La présentation, sous forme hiérarchisée, des organisations de la société civile et leur rôle et ce en considérant le système administratif national ;

- La définition des stratégies d'intervention des organisations de la société civile (OSC) dans un espace commun de gouvernance démocratique ;
- La définition du rôle de la société civile dans le développement des communes ;
- La description des principes et des stratégies de collaboration entre les différents acteurs de la gouvernance locale ;
- L'explication du concept « cercle vertueux ».

Comparativement aux autres actions de formation, la méthodologie développée pendant la présente formation repose sur les principes de la stratégie d'apprentissage des adultes. Par ailleurs le dispositif d'évaluation mis en place a permis de constater le niveau d'appropriation des compétences prévues et de la satisfaction des apprenants.

VIII. FORMATION DES PRISONNIERS DE LA PRISON CIVILE DE COTONOU EN ENTREPRENEURIAT

L'ONG Fraternité des prisons a initié au profit des prisonniers de Cotonou dans le cadre de ces activités, une formation en entrepreneuriat animée par la MJCD. La présente formation a pour but de doter les apprenants de stratégies (démarche et outils) de création et de management d'une petite et moyenne entreprise / industrie.

De façon spécifique, cette formation a pour objectifs de :
- Eveiller et de libérer toutes les potentialités entrepreneuriales des participants à la session de formation ;
- Favoriser, susciter et inciter les participants à la formation à la création d'entreprises durables et efficaces.

Pour atteindre ces objectifs, les principaux thèmes / séquences développés sont les suivants : La sensibilisation à l'entrepreneurship, le développement personnel, l'identification de l'idée d'entreprise

Les bénéficiaires de cette action de formation étant exclusivement des adultes, la démarche méthodologique utilisée repose sur la stratégie d'apprentissage des adultes (andragogie). Cette démarche permet de mettre en valeur les principes et normes de l'approche participative. Les outils d'animation exploités sont des outils appropriés à cette démarche. Il s'agit de l'étude de cas, du brainstorming, de la technique de découverte, des travaux de groupe en atelier suivi de restitution en plénière. Ces différents outils d'animation ont permis, à travers le développement de chaque séquence, d'atteindre les objectifs pédagogiques prévus.

IX. FORMATION DES CONSULTANTS GESTIONNAIRES PARTENAIRES DU PDFE EN GESTION ET COLLABORATION

Sur la base du partenariat MJCD et PDFE (Programme de Développement et de Formation des Entreprises), plusieurs actions de formation sont initiées et mises en œuvre par le passé. Au cours de l'année 2005, le fruit de ce partenariat entre les deux institutions porte, comme par le passé, sur une action de formation. La formation a été mise en œuvre par la MJCD. Le thème développé dans le cadre de cette action de formation est intitulé «gestion et collaboration ».

Cette formation a permis de rendre, les consultants gestionnaires, capables de comprendre et de mettre en œuvre les stratégies d'amélioration de la performance d'un groupe de travail. De façon spécifique, il a été question, pour la MJCD, d'amener les participants à être mesure de :

- Disposer d'une base conceptuelle permettant de comprendre le thème "gestion et collaboration"
- Comprendre clairement et utilement qu'il est important de gérer et de motiver les ressources humaines de l'entreprise de façon opérationnelle
- Présenter et d'utiliser les outils qui permettent au gestionnaire de s'assurer que les décisions prises dans l'entreprise seront toujours objectives et rationnelles

Pour atteindre les objectifs spécifiques ci-dessus cités, les thèmes développés se présentent comme suit : les généralités, la communication et l'information, la cohérence entre les hommes, la gestion déterminante de la situation

Globalement cette action de formation a permis aux apprenants d'acquérir et de conquérir des connaissances, des capacités et des comportements en matière de stratégies de motivation d'un groupe de personnes au travail, d'identification des besoins des employés d'une entreprise et de stratégies de prise de décision efficace. La pertinence du thème développé dans le cadre de cette formation est exprimée à travers les témoignages recueillis à la fin de la session de formation.

X. FORMATION DES PAIRS EDUCATEURS POUR LA LUTTE CONTRE LE SIDA

Dans le cadre de l'exécution des micro-projets phases 3 et4 relatives à la lutte contre les IST et le VIH/SIDA dans la commune d'Abomey Calavi, la MJCD en sa qualité d'ONG partenaire du projet BHAPP de AFRICARE, a au cours de cette année 2005 organisé deux sessions de formation et trois sessions de recyclage au profit des pairs éducateurs représentants des salons/ateliers/studios sélectionnés à cet effet.

La première session de formation concerne les pairs éducateurs (PE) sélectionnés dans les salons/ateliers/studios de l'arrondissement de Calavi pour le micro-projet 3. Elle a eu lieu au centre de santé communal (CSCom) de Calavi les 26 et 27 Avril 2005 et a porté sur les thèmes : Animation et IST/VIH-SIDA. La deuxième a également lieu au CSCom de Calavi les 08 et 09 décembre 2005 mais cette fois-ci avec les PE des salons / ateliers / studios sélectionnés à Godomey Togoudo. Les mêmes thèmes sont aussi développés comme à la première session.

Les pairs éducateurs en forma–

Notons pour ces deux sessions de formation que les objectifs principaux étaient similaires. Il s'agit de : « renforcer la capacité des pairs éducateurs à organiser et conduire des séances éducatives de proximité sur les IST et le VIH/SIDA dans leur communauté en vue d'un changement de comportement positif. » il s'agissait d'amener les pairs éducateurs (PE) du deuxième et troisième micro projet. à connaître leurs rôles et responsabilités, les étapes d'une causerie en groupe, les IST les plus courantes et leurs manifestations.

La troisième et dernière formation est organisée dans la salle de réunion de l'arrondissement de Godomey au profit des anciens pairs éducateurs du premier micro-projet. Il s'agit ici d'un recyclage. Signalons que tous ces recyclages ont les mêmes objectifs. Comme objectif principal il s'agit de « renforcer la capacité des pairs éducateurs à continuer l'organisation et la conduite des causeries éducatives de proximité sur les IST/SIDA dans leur communauté en vue d'un changement de comportement positif. »

Notons enfin que ces différentes sessions de formation et de recyclage ont permis à la plupart des pairs éducateurs de pouvoir préparer et diriger une séance de causerie en groupe.

Elles ont aussi permis de mieux s'informer et de bien maîtriser les sous- thèmes relatifs aux IST et SIDA.

En résumé, au cours de cette année 2005, les actions de formation développées par la MJCD, lui ont permis de toucher un grand nombre de groupes sociaux que sont : les acteurs du système éducatif béninois, les acteurs du secteur agricole (producteurs et transformateurs des filières de production animale et végétale), les animateurs de la vie politique et les responsables des services administratifs. Sur l'ensemble de toutes les sessions de formation, la MJCD a adopté une seule méthodologie : la démarche ACER (Analyse, Conception, Evaluation, Rétroaction). Cette méthodologie prend appui sur les principes de l'andragogie (la stratégie d'apprentissage des adultes).

La démarche ACER est une méthode à caractère systémique ; toutes les variables identifiées sont considérées comme étant en interaction. Ce n'est pas un modèle linéaire bien qu'il doive être présenté étape par étape pour être expliqué. Quatre dimensions essentielles sont à prendre en compte dans l'application de ce modèle : l'Analyse, la Conception, l'Evaluation et la Rétroaction.

L'ACER, s'applique à toutes les étapes de l'organisation des actions de formation (préparation, animation et évaluation).

Au cours de l'animation, les méthodes andragogiques, spécifiques aux adultes sont utilisées : il s'agit notamment des méthodes actives, affirmatives et interrogatives ; ensemble, elles favorisent la participation réelle de l'apprenant et la valorisation de son background.

Les séances sont de véritables lieux d'échanges, de débat et d'apprentissage où l'apprenant est considéré comme l'acteur principal de la formation ; pour ce faire, les techniques suivantes ont été identifiées et utilisées :

- Le brainstorming ; pour susciter la réflexion chez le participant et faciliter la structuration de la discussion.
- Le sociogramme ; il permet la présentation de chaque participant à la session de formation ; elle se fait, souvent, en binômes formés par les participants, et est surtout axée sur les expériences déjà acquises par rapport au module.
- Les travaux de groupes en atelier ; Ils facilitent les échanges d'idées, les réflexions communes et la résolution de problèmes soulevés.
- Les études de cas ; elles posent des problématiques liées aux différents thèmes prévus.
- La description schématique pour illustrer les enseignements véhiculés ; les images facilitent mieux la compréhension et permettent de garder longtemps la « leçon ».
- L'exposé, lors des présentations en plénière ; il s'agit soit des restitutions des travaux d'ateliers, soit de la lecture expliquée.
- Les exercices pratiques ; ils permettent de mettre en évidence les enseignements et facilitent la compréhension.
- La vidéo - projection des images retenues pour la facilitation des thèmes. Etc.

L'intervention de la MJCD au niveau de plusieurs couches sociales et l'adoption d'une démarche méthodologique sur l'ensemble des sessions de formation constituent des atouts importants à capitaliser et valoriser. De façon concrète, ces actions permettent à la MJCD de disposer d'une gamme variée de composantes de son porte-feuille de groupe cible. En matière de supports et moyens pédagogiques, il existe de cadre méthodologique servant de référence à toute action de formation au niveau de la structure.

LES ACTIONS D'INTERMEDIATION SOCIALE

Les actions d'intermédiation sociale mises en œuvre par la MJCD au cours de l'année 2005 concernent quatre domaines principaux que sont : la lutte contre le sida et les IST, la promotion des droits des enfants et la lutte contre le trafic et le travail des enfants, la promotion de la scolarisation des filles, la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages, l'appui à l'insertion professionnelle des jeunes.

I. LES ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES IST ET LE VIH / SIDA

La lutte contre les IST et le sida s'est poursuivie en 2005 au niveau de la MJCD à travers trois programmes que sont : le projet plurisectoriel de lutte contre le sida (PPLS), le projet Benin HIV/AIDS Prevention Project (BHAPP) et le projet de lutte contre le sida du programme alimentaire mondial (PAM). Les différentes activités développées sont : la sensibilisation, le dépistage et la prise en charge. L'approche communautaire basée sur la stratégie relais et la démarche participative a été privilégiée dans la mise en œuvre de ces différents projets avec pour bénéficiaires : les déscolarisés, les élèves, les artisans, les usagers du marché Dantokpa (conducteurs de taxi et pousse - poussiers) et les communautés à la base.

Le PPLS exécuté dans les communes de Toffo et de Cotonou a pour objectif de susciter une réponse locale efficace contre la pandémie du sida dans une approche plurisectorielle et communautaire. A Cotonou, les usagers du marché Dantokpa et les élèves des collèges publics et privés sont ciblés pour bénéficier du projet. Cinq plans d'actions communautaires de lutte contre le sida (PACLS) sont élaborés pour les usagers du parc A de Dantokpa (conducteurs, racoleurs et vendeuses du parc), l'association des pousse-poussiers du marché Dantokpa ; les élèves des collèges d'enseignement général (CEG) Akpakpa Centre, Littoral et Bon Berger. Ces plans sont approuvés au niveau des arrondissements et envoyés à AGEFIB pour financement.

Dans la commune de Toffo 59 plans élaborés et financés antérieurement sont suivis par la MJCD pendant l'année 2005. L'auto évaluation par la technique de "repord card" a été effectuée pour 25 plans de première génération c'est à dire celles élaborés en 2003. Des agents communautaires de suivi sont choisis au niveau de chaque communauté et formés dans le cadre du projet pour assister les comités de gestion dans la mise en œuvre des activités. Les activités de dépistage et de prise en charge sont effectuées par les comités de gestion avec l'appui technique de la MJCD dans toutes les communautés financées. Sous l'impulsion du PPLS, une manifestation a été organisée dans le cadre de la journée mondiale du sida. En somme, les activités menées et résultats obtenus sont résumés dans le tableau ci après.

TABLEAU 4 : RESULTATS OBTENUS AVEC LE PPLS DANS LA COMMUNE DE TOFFO EN 2005

ACTIVITES	RESULTATS
Formation des agents communautaires de suivi	59 agents choisis au niveau des communautés sont formés et appuyés par la MJCD pour le suivi des PACLS
Suivi de la mise en œuvre des PACLS	Les activités de sensibilisation, de dépistage et de prise en charge sont mises en œuvre dans chaque communauté avec l'appui de la MJCD et des agents de suivi. Les rapports financiers sont élaborés par communauté et envoyés à AGEFIB
Appui à l'évaluation des PACLS par la technique de report card.	Chaque PACLS est évalué de façon participative par les communautés bénéficiaires après 6 mois ou un an d'activités avec la technique de report card.
Replanification des PACLS pour l'année suivante	25 plans ayant connu un an d'exercice sont replanifiés et financés par AGEFIB
Utilisation de la radio communautaire SEDOHOUN dans la mise en œuvre des activités	La radio SEDOHOUN a participé à la mise en œuvre du PPLS à travers les communiqués radio diffusés et la couverture médiatique de la formation des agents communautaires
Manifestation dans le cadre de la journée mondiale de lutte contre le sida	Un concours doté de prix est organisé dans la commune de Toffo sous le couvert du comité communal de lutte contre le sida
Dépistage volontaire au niveau des communautés	Le dépistage organisé dans 58 villages de Toffo a permis à au moins 60 personnes par village de connaître leur état sérologique : 3627 personnes ont fait le test de dépistage.
Prise en charge des personnes affectées et infectées	39 personnes dépistées et révélées positives sont prises en charge à travers des analyses complémentaires. Les enfants indigents sont supportés dans certaines communautés à travers les frais d'écolage et d'apprentissage. Au total plus de 400 personnes sont prises en charge

La lutte contre le Sida a eu aussi pour cible en 2005, les déscolarisés et non scolarisés grâce au partenariat entre la MJCD et le projet BHAPP de l'ONG américaine AFRICARE. Deux micro-projets de lutte contre le sida sont élaborés et exécutés en direction des apprentis des salons de coiffure, atelier de couture, de soudure, de tissage et des studios photo des arrondissements d'Abomey-Calavi et de Godomey. Quatre vingt (80) salons/ateliers et plus de 600 apprentis dont l'âge varie entre 14 et 25ans sont sensibilisés sur les infections sexuellement transmissibles (IST) et le VIH/SIDA dans une démarche participative. Deux micro-projets sont mis en œuvre pour le compte de l'année 2005 et résumé dans le tableau suivant :

TABLEAU 5 : MICRO-PROJETS EXECUTES EN 2005 DANS LA COMMUNE D'ABOMEY CALAVI

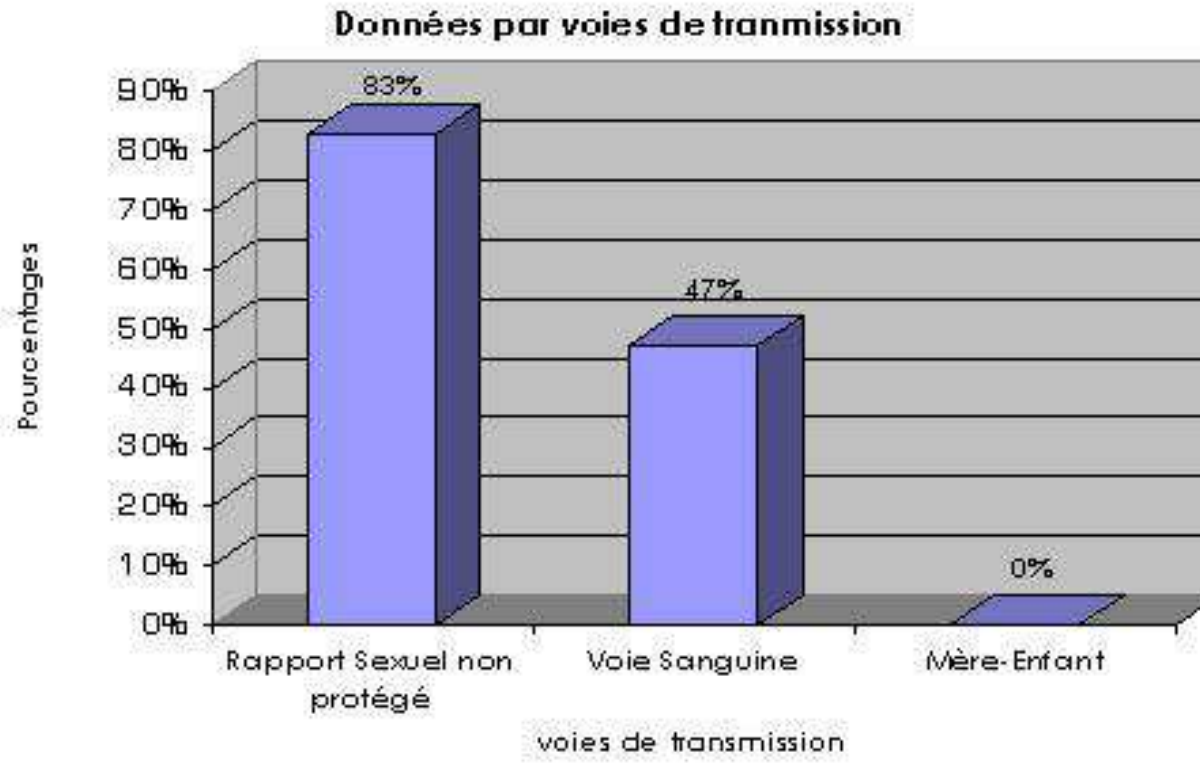
LOCALITES	TITRE DU MICRO-PROJET	RESULTATS ATTENDUS	OBSERVATIONS
Calavi Togoudo Godomey	Mobilisation des déscolarisés et non scolarisés contre les IST/SIDA dans la commune de Calavi	▪ 80 PE sont formés / recyclés et outillés pour les causeries dans 80 salons / ateliers. ▪ 10 points de vente de préservatifs sont installés ou renforcés	Ce micro-projet a pris en compte tous les salons bénéficiaires du projet BHAPP dans la commune d'Abomey Calavi
Calavi	Communication sur les IST/ VIH - SIDA pour le changement de comportement des déscolarisés de l'arrondissement de	▪ 45 PE à raison de 25 formés et 20 recyclés sont dotés de moyens nécessaires pour mener à bien les activités au niveau de leurs salons/ateliers/studios respectifs.	La plupart des salons / ateliers de Calavi répondant aux critères de sélection ont bénéficié du MP/ BHAPP

LOCALITES	TITRE DU MICRO-PROJET	RESULTATS ATTENDUS	OBSERVATIONS
	Calavi	▪ Plus de 10 points de vente de préservatifs sont installés ou renforcés	

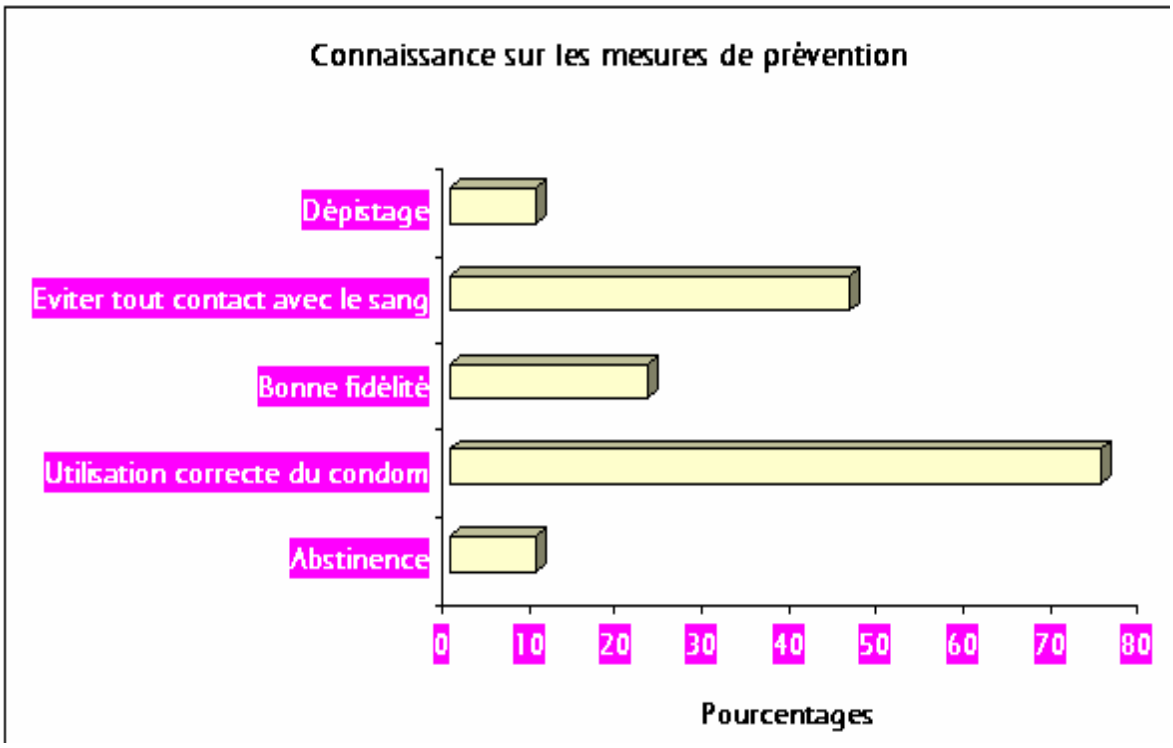
Après l'identification et le choix des salons/ateliers suivant des critères bien définis que sont : adhérer au projet et avoir au moins 5 apprentis, une enquête d'évaluation des connaissances et des comportements permet de jauger les connaissances des apprentis sur les IST et le SIDA, d'appréhender les comportements à risque auxquels ils s'adonnent et les endroits à risque fréquentés.

Les résultats d'une enquête effectuée en novembre 2005 auprès d'un échantillon de 30 apprentis de Togoudo pour le montage d'un micro projet se présente comme suit.

GRAPHIQUE 1: EVALUATION DES CONNAISSANCES SUR LES VOIES DE TRANSMISSION DU SIDA DANS LE CADRE DU PROJET BHAPP



GRAPHIQUE 2 : EVALUATION DES CONNAISSANCES SUR LES MESURES DE PREVENTION DU SIDA DANS LE CADRE DU PROJET BHAPP



Les comportements à risque souvent identifiés sont : le multi-partenariat sexuel, les rapports sexuels non protégés.

Les sensibilisations sont organisées dans les salons sous forme de causeries éducatives après une session de formation des pairs éducateurs sur les techniques d'animation, les IST et le Sida. Sept (7) thèmes sont retenus et présentés dans les salons suivant un calendrier bien précis sous l'œil vigilant des responsables. Il s'agit de causeries de 30 minutes au maximum souvent accompagnées de démonstration, de témoignage et appuyées par des séances audio visuelles et des boîtes à image. Ces séances ont permis de toucher pour l'année 2005, les cibles suivantes, résumés dans le tableau ci-après :

TABLEAU 6 : CIBLES TOUCHEES PAR LE PROJET BHAPP EN 2005

Catégorie de bénéficiaires	Apprentis en couture	Apprentis en coiffure	Apprentis en photographie	Apprentis soudeurs	Apprentis tisserands	Total
Effectif	189	322	53	14	24	602

En dehors des déscolarisés et les communautés, les élèves sont aussi pris en compte au cours de l'année 2005. Les élèves constituent un pont entre l'école et la collectivité et il est donc impératif qu'ils soient bien informés du VIH/SIDA, de manière à ce qu'ils puissent se protéger eux - mêmes contre l'infection et éduquer à leur tour leurs familles. C'est pour cela que le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a initié un projet de sensibilisation sur le VIH/SIDA au profit des apprenants des structures récipiendaires des vivres PAM.

La MJCD, compte tenu de son expérience dans le domaine de la sensibilisation en matière de VIH/SIDA est impliqué pour apporter son expertise en communication et en suivi / évaluation. L'objectif poursuivi à travers cette intervention est d'animer avec les PVVIH, les séances de formation des pairs éducateurs, assurer le suivi et l'évaluation de la sensibilisation des bénéficiaires des vivres du PAM et de formuler des recommandations pour améliorer l'introduction du volet VIH/SIDA dans les activités du PAM et la pérennisation d'une telle initiative. Les communes couvertes par cette action et les bénéficiaires ciblés sont résumés dans le tableau suivant :

TABLEAU 7 : COMMUNES ET STRUCTURES BENEFICIAIRES DU PROJET DE LUTTE CONTRE LE SIDA DU PAM

COMMUNES	STRUCTURES / BENEFICIAIRES
Cotonou	Encadreurs de l'Orphelinat de Sainte Rita, Enfants mineurs de la prison civile, Enfants du primaire de l'Orphelinat "Fiate Oblate de la trinité", Filles collégiennes du Foyer des sœurs de Saint Augustin et du Foyer des jeunes Laura Vicuna de Zogbo
Ouidah	Enfants mineurs de la prison civile, Filles collégiennes du Foyer de jeunes filles de Ouidah.
Kpomassè	Filles de l'EPP Interne de Sègbohouè
Tori-bossito	Filles et garçons du primaire de l'Orphelinat Fontaine Divine d'Azohouè
Toffo	Filles scolarisées des Sœurs Oblat Catéchétique Petites Servantes des Pauvres

Une formation a été organisée à Kansoukpa du 10 au 14 Octobre 2005 et a regroupé 33 personnes venues des ONG et associations de PVVIH. Le thème de la formation est « l'éducation pour la prévention du VIH/SIDA en milieu scolaire au Bénin : communication pour un changement de comportement ».

A l'issue de la formation, les animateurs ont procédé à la formation des pairs éducateurs devant intervenir au niveau des cibles. 76 pairs éducateurs dont 55 filles et 21 garçons ont été formés du 02 Novembre au 15 Décembre 2005 dans les 05 communes d'intervention que sont Kpomassè, Ouidah, Cotonou, Toffo et Tori-Bossito. Il convient de signaler que les pairs éducateurs sont sélectionnés par leurs responsables qui programment les séances de sensibilisation avec les autres membres de la communauté.

Les sensibilisations sont organisées dans les communautés par les pairs formés et suivis par la MJCD. Sept (7) séances de sensibilisation ont été organisées dans chacune des communes de Ouidah, Cotonou, Toffo, Kpomassè et Tori-Bossito. Les thèmes développés au cours de ces séances sont : les causes, les manifestations, les mesures de prévention du VIH/SIDA en milieu scolaire ; la nutrition des PV/VIH et leur prise en charge.

II. PROMOTION DES DROITS DE L'ENFANT ET LUTTE CONTRE LA TRAITE ET LE TRAVAIL DES ENFANTS

C'est à la faveur du programme développé avec l'Organisation Internationale du Travail (OIT) que ces actions sont prévues. Il s'agit de promouvoir dans dix villages des communes bénéficiaires que sont Agbangnizoun, Kétou, Djakotomey et Lokossa, un changement de comportement et de trouver les moyens les plus économiquement et socialement efficaces pour améliorer les revenus et satisfaire les besoins prioritaires des ménages à haut risque de

traite d'enfants afin qu'ils persévèrent dans leur volonté de maintenir leurs enfants à l'école d'une part et d'autre part, apporter un appui matériel et pédagogique à 400 enfants (filles et garçons) ainsi qu'aux écoles dans lesquelles ils sont inscrits pour encourager les enfants à haut risque d'abandon à poursuivre leurs études.

Au cours de l'année 2005 et précisément de septembre à décembre, certaines actions ont été mises en oeuvre avec les communautés, élus locaux et enfants des localités du programme. Dix (10) villages sont retenus pour bénéficier des actions du projet dans les arrondissements de Kpoba à Djakotomey, de Tanvè, Agbangnizoun centre et Adanhondjigon dans la commune d'Agbangnizoun et Kpankoun dans la commune de Kétou. De ces actions, on peut citer :

- L'identification et l'installation des réseaux locaux pour une réalisation efficace des actions du projet. Les comités de vigilance installés au niveau des villages par l'UNICEF pour la lutte contre le trafic des enfants ont été contactés et informés du projet. Une évaluation des différents comités a été faite. Des insuffisances sont constatées et des mesures sont prises pour un bon fonctionnement des comités afin qu'une solution adéquate et durable soit trouvée aux problèmes de maltraitance et de trafic des enfants dans les différentes communes d'intervention. Dans le processus de mise en place et de dynamisation des comités de vigilance, les situations constatées et les dispositions prises sont résumées dans le tableau suivant.

TABLEAU 8 : RESULTAT DU DIAGNOSTIC ORGANISE AVEC LES COMITES DE VIGILANCE DANS LE CADRE DU PROJET ETE

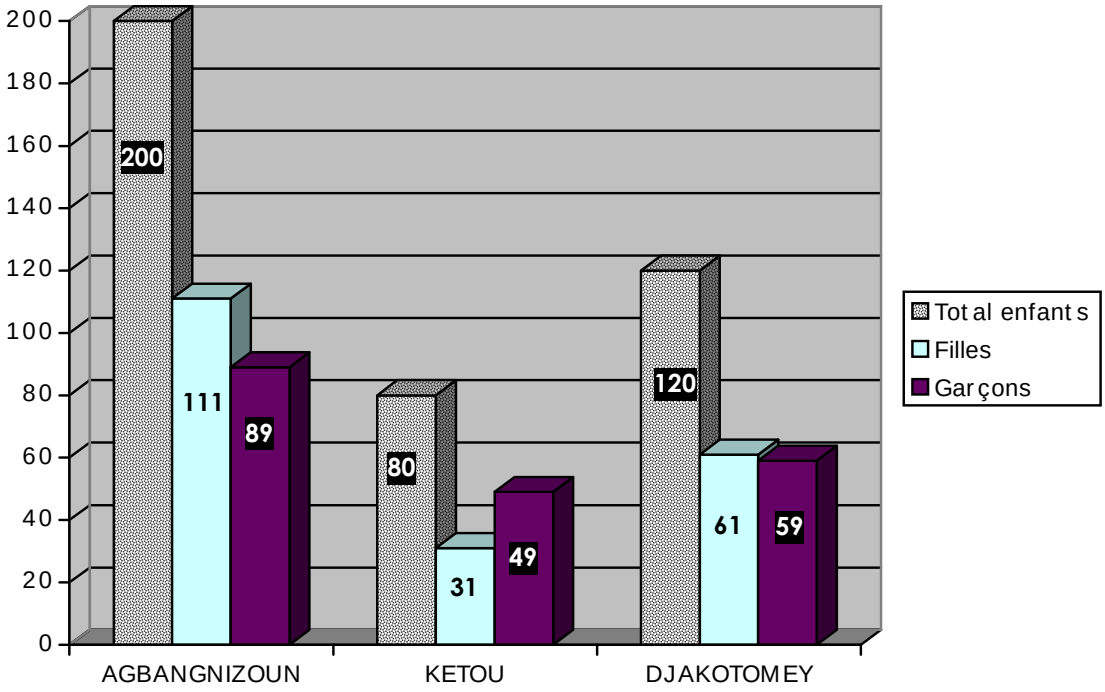
SITUATIONS CONSTATEES	DISPOSITIONS PRISES
Un comité de lutte existe dans chacun des villages mais, ▪ Sans une structuration claire, il y avait un président en la personne du chef village et des membres au nombre de quatre (4) ▪ Sans aucun plan d'action ▪ Sans un système de réunion ▪ Inconnu des populations ▪ Avec de rares femmes en leur sein	▪ Evaluation rapide organisationnelle des comités ▪ Définition claire des postes avec des rôles et responsabilités ▪ Implication dans les activités du projet avec une planification minimale par mois ▪ Déconcentration du pouvoir avec une coordination du président responsabilisé pour la convocation des réunions ▪ Comités présentés aux populations et connus à travers leurs activités ▪ Le genre a été recherché à travers l'identification et l'implication des femmes, personnes ressources dans les comités qui deviennent des comités de lutte et de vigilance.

- Une campagne d'information et de sensibilisation a eu lieu avec les populations adultes des localités bénéficiaires sur les méfaits de la traite des enfants, l'approche communautaire envisagée pour la combattre, les actions pertinentes à mener pour l'éradiquer et la méthodologie à utiliser pour une évaluation participative. Les dispositions préliminaires à l'élaboration d'un plan de sensibilisation adapté aux différentes couches des communautés ont été prises. Un recueil des adhésions au niveau des autorités locales politiques et éducatives est fait

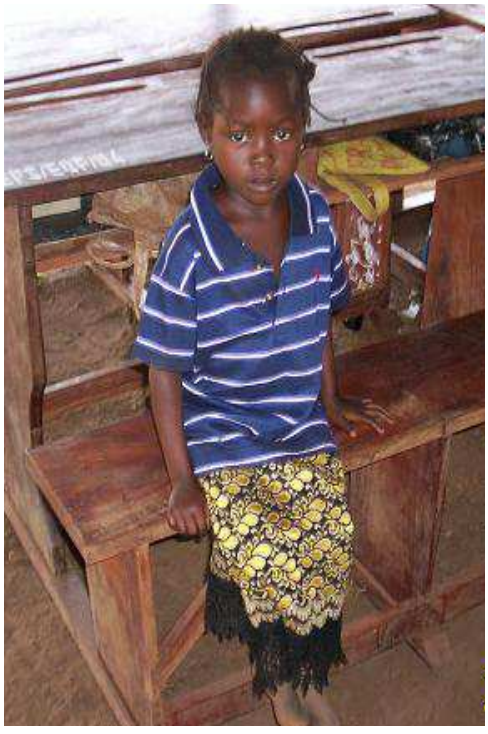
- Une évaluation rapide sur l'environnement général de l'apprentissage à l'école (ratio élève / enseignant, pratiques discriminatoires) a été réalisée et a permis de constater au niveau des écoles d'intervention, l'insuffisance des infrastructures que sont les salles de classes, les latrines et les points d'eau. L'insuffisance de matériel et mobilier que sont les fournitures scolaires, les manuels pédagogiques, matériel de jeu, table banc, guides et programmes, le faible niveau des agents communautaires, abandon des cours par certains élèves pour motif de voyage. Une dotation partielle des écoles sur la base de l'évaluation rapide et selon les besoins spécifiques en fournitures scolaires est apprêtée. La négociation et l'obtention de conditions particulières de la part des directeurs et BAPE (bureau association des parents d'élève) pour l'inscription de 400 enfants a eu lieu.

- Les critères de sélection des enfants vulnérables ont été établis en étroite collaboration avec les réseaux locaux et les personnes ressources. Il s'agit surtout des enfants orphelins et les filles vulnérables. 231 ménages et 522 enfants vulnérables ont été identifiés. La sélection et l'inscription de 100 enfants vulnérables à l'école primaire ont été réalisées. 300 enfants victimes de travail sont sélectionnés et maintenus à l'école. La prise en compte d'un minimum de besoins immédiats des 100 enfants inscrits à l'école est engagée : dotation en fourniture scolaire et en tenue kaki.

GRAPHIQUE 3 : REPARTITION DES ENFANTS DEMUNIS ET SELECTIONNES PAR COMMUNE DANS LE CADRE DU PROJET ETE



Quatre (4) mois d'activités dans les différentes localités d'intervention ont permis aux différentes structures locales que sont les comités de vigilance et les réseaux de détecter beaucoup de cas de traite des enfants tapis dans l'ombre. Les autorités locales ont reconnu à plusieurs endroits la vulnérabilité de leurs communes et s'investissent pour l'éradication du phénomène. Comme difficultés, il faut signaler que le retard dans la signature de l'accord avec le partenaire a fait continuer les inscriptions à l'école des enfants jusqu'en décembre alors que la rentrée officielle a eu lieu depuis octobre 2005.



Quelques-uns des enfants bénéficiaires du

III. PROMOTION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

La sécurité alimentaire est entendue comme "une situation dans laquelle tout le monde dispose en tout temps d'un accès physique et économique à la nourriture suffisante, saine et nourrissante pour satisfaire ses besoins et préférences alimentaires en vue d'une vie active et saine".

Cette réalité n'étant pas encore observée au sein des populations béninoises en général et en particulier celles du département du Couffo, la MJCD-ONG conformément à ses objectifs s'investit depuis septembre 2005 dans ce domaine à travers l'accompagnement des communautés de Djakotomey, Toviklin, Aplahoué et Lokossa dans les départements du Mono et du Couffo.

Il s'agit surtout à ce niveau d'amener les communautés cibles à :

- Rendre disponibles les produits agricoles de façon quantitative et qualitative à travers une production intense et diversifiée
- Avoir accès aux produits agricoles à travers l'amélioration des revenus des ménages
- Utiliser les produits agricoles pour une bonne alimentation des ménages surtout des enfants, des femmes enceintes et allaitantes.

L'accompagnement des communautés par la MJCD-ONG dans ces communes résulte du partenariat développé avec PLAN-BENIN.

Deux volets sont concernés, il s'agit des volets "agronomie et nutrition" exécutés dans 30 villages de Djakotomey et Toviklin.

Neuf (09) grandes actions ont été développées dans le cadre de ce volet. Il s'agit notamment de :

- 45 séances d'information et de sensibilisation organisées dans les communes de Djakotomey et Toviklin qui ont permis aux communautés d'être informées sur le programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages du Couffo (PSAN), ses objectifs, ses cibles, ses zones d'intervention, etc.

- La sélection des villages bénéficiaires qui a connu deux étapes principales : il s'agit de la présélection sur la base de critères prédéfinis et la sélection définitive conditionnée par l'envoi d'une demande d'adhésion des communautés.

Au total 30 villages ont été sélectionnés pour bénéficier des actions du programme.

TABLEAU 9: LISTE DES VILLAGES DEFINITIVEMENT RETENUS DANS LES COMMUNES DE DJAKOTOMEY ET DE TOVIKLIN POUR LE PSAN

DJAKOTOMEY
Adjintimey – Amèganhoué – Atchouhoué – Avodjihoué – Bota – Djakotomey1 – Gamè houégbo – Gbotohoué Hèkpè – Holou loko – Hounhomey – Kansohoué - Kanvihoué – Kpoba centre – Loko-atoui – Sahou-sohoué – Tokpohoué – Zohoudji
TOVIKLIN
Affomadi – Agomé – Atchioumé – Djoudomé – Lagbahomé – Lagbakada – Houédogli centre – Doko-Djoudomé – Minsinko centre – Tanou-Avédjin – Tadokomé – Zougoumé

- L'organisation de la journée internationale de lutte contre les troubles dues à la carence en iode organisée par la MJCD. EIle a permis aux communautés de comprendre les avantages de la consommation des aliments riches en iode, les inconvénients de l'absence d'iode dans l'organisme et de faire tester les sels de consommation.

- Après l'identification des 53 groupements féminins dans les deux communes par la MJCD, une évaluation rapide organisationnelle a permis de sélectionner définitivement pour bénéficier des actions du programme, trente (30) groupements menant des activités économiques. Un appui à l'amélioration ou à l'élaboration de textes fondamentaux est apporté à ces différents groupements. Quinze (15) groupements disposent aujourd'hui de textes fondamentaux.

- La réalisation des activités du volet nutrition nécessite une implication et une participation des communautés à la base. La MJCD dans le souci d'impliquer les communautés des villages bénéficiaires du programme a suscité l'installation d'un comité villageois de suivi alimentaire et nutritionnel dans les villages bénéficiaires. Vingt neuf (29) comités villageois sont installés dans les 2 communes pour faciliter le suivi alimentaire et nutritionnel des enfants et des femmes.

- Les activités de pesée, de tenue des registres et de remplissage de fiche individuelle de croissance de l'enfant nécessite des compétences internes dans les communautés. Pour ce faire la MJCD-ONG sur la base de critères de sélection a accompagné les différentes communautés dans la sélection de quatre vingt dix (90) mères communautaires qui sont toutes lettrées ; ceci permettra aux communautés elles-mêmes de suivre l'état nutritionnel de leurs enfants

- 230 producteurs modèles sont sélectionnés pour la réalisation des "champs écoles", ce qui permettra aux producteurs des localités d'améliorer les pratiques agricoles en vue d'une intensification et une diversification de la production agricole.

- 28 comités d'élaboration et de gestion des plans d'actions (CEGPA) sont installés par la MJCD dans les communes de Djakotomey et de Toviklin. Ces comités représentent les structures faîtières et seront chargés de rendre compte de toutes les activités du programme aux communautés. Les membres de ces comités proviennent des comités villa-

geois de suivi alimentaire et nutritionnel, des mères communautaires, des producteurs modèles, des représentants des autorités locales, les leaders d'opinion, des représentants des jeunes, etc.

- L'accompagnement des communautés passe par l'identification de leurs problèmes, les causes des problèmes et les conséquences engendrées par les problèmes. Pour répondre à ces différentes préoccupations, la MJCD-ONG a organisé dans 28 villages de Djakotomey et de Toviklin un diagnostic participatif communautaire ce qui a permis d'identifier outre les problèmes génériques, les pratiques alimentaires adoptées, les méthodes et pratiques de stockage.

(Insérer photo de diagnostic)

Quelques difficultés ont été rencontrées au cours de la mise en œuvre des activités, il s'agit de :

- Difficultés d'accès aux informations au niveau de la CLCAM en ce qui concerne les villages ayant bénéficié du Crédit Epargne à l'Education (CEE) pour cause de non-présentation d'une autorisation de la URCLCAM

- Mobilisation difficile des communautés due à la saison pluvieuse, aux activités champêtres et aux cérémonies funèbres (décès fréquents).

- L'impraticabilité des pistes rurales causée par les eaux de ruissellement

- La dispersion et la distance considérable entre certains hameaux.

IV. APPUI A L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES

L'insertion socioprofessionnelle des jeunes, fait partie des objectifs de la MJCD. Plusieurs actions sont menées dans le domaine par le passé avec l'appui des partenaires. Il s'agit entre autres des formations en entrepreneuriat des jeunes, du financement des micro-entreprises, du suivi appui conseil aux jeunes dans la gestion de leurs entreprises.

En 2005, un partenariat avec Plan Bénin a permis de développer les activités d'insertion professionnelle des jeunes dans les départements du Couffo et du Mono, plus précisément dans les communes d'Aplahoué, Lokossa et Djakotomey à l'endroit des jeunes. L'objectif global poursuivi à travers ce partenariat est de favoriser l'accès des jeunes à la formation professionnelle et entrepreneuriale de qualité et faciliter leur insertion. De façon spécifique, il s'agit pour la MJCD de créer les conditions nécessaires afin que les jeunes filles et garçons du couffo bénéficient de l'apprentissage d'un métier porteur et de la formation entrepreneuriale.

Les résultats obtenus au titre de l'année 2005 après trois mois d'activités se présentent comme suit :

- Les nouvelles orientations et dispositions pour la formation professionnelle sont définies.
- Les actions relatives au volet sont relancées dans les 30 villages retenus dans la commune d'APLAHOUE.
- Le renforcement des capacités des acteurs-clés pour la mise en œuvre correcte du volet est assuré.
- La mise en apprentissage des jeunes est effective.
- Le suivi de l'apprentissage du jeune apprenti est réalisé par les acteurs concernés.
- L'installation des jeunes diplômés et leur insertion corporative sont assurées.
- Le suivi / évaluation et la documentation des actions du volet sont assurés par l'ONG.

A cet effet, il faut noter que :

- Vingt deux (22) conseils villageois sont informés et sensibilisés sur les actions du volet insertion professionnelle des jeunes, ce qui a permis à ces derniers de manifester leur adhésion à travers leur promesse de soutenir les actions du volet pour un succès collectif.

- Vingt deux (22) relais communautaires sont identifiés par la MJCD-ONG dans les différentes communes pour assurer la mobilisation sociale en vue de l'insertion des jeunes dans la formation professionnelle.

- Pour mieux informer et sensibiliser les communautés des communes de Djakotomey, Lokossa et Aplahoué sur les nouvelles dispositions de relance du volet formation, 18 assemblées villageoises sont organisées par la MJCD-ONG et ont permis de constituer 30 dossiers de jeunes à mettre en apprentissage. Aujourd'hui 25 jeunes sont déjà mis en apprentissage.

V. PROMOTION DE LA SCOLARISATION DES FILLES

En rapport avec l'un de ses objectifs, la MJCD s'investit dans des actions visant la promotion de la scolarisation réussie des enfants en général et celle des filles de façon particulière. Ainsi, au cours de l'année 2005, deux (02) projets ont été exécutés dans ce cadre ; il s'agit du

projet d'Action Communautaire pour l'Education des Filles (ACEF) et le Projet de Promotion pour la Scolarisation des Filles (PPSF).

Initié par World Learning et financé par l'USAID, le projet ACEF a été exécuté par la MJCD dans les communes de Bopa et d'Aplahoué. Après la phase pilote de deux ans (juillet 2001 à juin 2003), le projet ACEF a amorcé sa phase de vulgarisation en juillet 2003 et pris fin en mai 2005.
Au cours de cette phase, il s'est fixé comme but d'accroître de 50 % le taux de passage des filles dans les écoles primaires publiques de ses zones d'intervention (29 communautés), par rapport au taux de l'année scolaire 2000 – 2001.

Au cours de l'année 2005, de nombreux résultats ont été obtenus :

- Organisation de séances d'orientation sur les attentes du projet en terme d'implication des mairies dans le suivi de l'application de l'approche ACEF dans les communautés ciblées. Ces séances organisées dans les deux (02) communes ont abouti à l'élaboration et la mise en œuvre avec les maires de plans de suivi des projets financés. Des descentes de suivi ont ainsi été effectuées dans les 29 communautés ; elles ont permis aux autorités locales de constater les réalisations du projet et d'échanger avec les communautés à la base sur l'approche ACEF et ses implications.

- Accompagnement des communautés dans l'exécution des micro-projets financés par World Learning. Cette activité est menée à deux niveaux.

    - L'accompagnement des communautés par les animateurs ; il s'agit d'un suivi – conseil dans la mise en œuvre des plans d'actions relatifs aux projets financés. De façon précise, les animateurs aident et forment les membres des comités locaux représentatifs (CLR) dans plusieurs domaines : cotisation / collecte des contreparties communautaires, retrait / dépôt des fonds à la CLCAM, achat et justification des intrants, réalisation du projet et élaboration des rapports narratifs et financiers.

    - Le contrôle des appuis apportés par le superviseur ; il s'agit des séances de discussion et de formation sur l'avancement du projet et le rôle de l'animateur à ce sujet.

- Suivi de l'exécution des micro-projets ; à cet effet, un plan actualisé de gestion des micro-projets a été conçu pour chaque projet et est suivi. La démarche consiste à discuter d'abord avec l'animateur sur les réalisations compte tenu des prévisions faites, ensuite une descente terrain s'effectue pour constater les résultats obtenus et discuter avec les membres CLR sur les problèmes éventuels rencontrés et le respect du calendrier. Il s'agit des micro projets d'infrastructures communautaires, de remise de prix, d'actes de naissance et jugements supplétifs, de formation à l'éducation sexuelle et des visites d'échanges.

Les autres résultats obtenus sont :

- Réinsertion d'une vingtaine de filles récupérées (VIDOMEGON) par l'UNICEF après les séances de sensibilisation organisées par la MJCD
- Construction de châteaux d'eau dans deux communautés par PADEAR en collaboration avec le projet ACEF, dans la commune de Bopa.

La promotion de la scolarisation des filles a été aussi possible en 2005 grâce au projet de promotion de la scolarisation des filles (PPSF). Initié par la MJCD et financé par le Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire (MEPS) en octobre 2004, le PPSF a pris fin en janvier 2005. Il a pour objectif global de promouvoir l'accès, l'assiduité et la performance des filles à l'école. Il a été exécuté dans les communes de Sô-Ava, Aguégués, Ouinhi et Za - Kpota.

Le mois de janvier 2005, a été consacré à la mise en œuvre des dernières activités du projet ; elles ont été exécutées notamment dans la commune de Za-Kpota dans 19 communautés. En synthèse, les activités se présentent comme suit :

- Faire une enquête terrain sur la situation scolaire, socio-démographique et économique des communautés. Elle a été menée dans 19 communautés de Za-Kpota et concerne notamment la collecte des statistiques scolaires et des données relatives à la situation socio-démographique des communautés. Les sources d'informations sont diverses : la circonscription scolaire (CS), les directeurs d'écoles, les chefs de villages, la mairie, le centre régionale de promotion agricole (CeRPA), quelques chefs de ménages et responsables de groupements. Les fiches ont été traitées et ont permis d'établir le profil de chaque communauté.

- Organiser des assemblées communautaires d'information et d'adhésion des communautés au projet. Elles ont été organisées dans les 19 communautés de Za-Kpota et ont permis d'obtenir leurs points de vue sur leur éventuelle participation au projet. Toutes les communautés ont donné leurs avis favorables, avec un engagement ferme et écrit de soutenir l'équipe chargée de sa mise en œuvre.

- Mettre en place au niveau des écoles des associations des mères d'élèves et des femmes amies de l'école au cours des assemblées communautaires. Elles ont été installées dans les 19 communautés de Za-Kpota

- Organiser des ateliers communautaires d'identification de la vision de la communauté sur la scolarisation des filles ; Elles ont permis aux populations de s'exprimer sur le problème de l'éducation, et de la manière dont elles perçoivent "la femme instruite" au sein de la communauté.

- Identifier au cours des assemblées villageoises, les obstacles et atouts de la communauté en matière de scolarisation des filles ; une liste d'obstacles et atouts a été établie dans les 19 communautés. Les assemblées villageoises ont également permis l'identification des stratégies devant permettre de contourner ou de lever les obstacles identifiés.

Les résultats obtenus au cours du mois de janvier 2005, portent à 59 le nombre de communautés touchées dans la commune de Za-Kpota. Ils ont été atteints grâce au soutien des enseignants qui ont pu avec la reprise des cours, mobiliser les parents d'élèves.

LES ACTIONS DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE LA MJCD

Le renforcement institutionnel de la MJCD a été effectif en 2005 à travers quatre grandes activités. Le développement des AGR entreprises par l'ONG pour une autonomie financière s'est poursuivi grâce à la gestion des latrines et douches communautaires. La participation aux appels d'offres a permis à la MJCD de nouer de nouvelles relations de partenariat avec des structures de développement pour la mise en œuvre des projets au profit des communautés. Le personnel de l'ONG a été renforcé. Le plan stratégique de la MJCD est revu et un nouveau plan élaboré pour la période 2005 2007.

I. GESTION DES LATRINES

Deux activités génératrices de ressources ont été prévues mais une seule a été réalisée en 2005. La seule qui a été développée est celle relative à la gestion des latrines et des douches communautaires. La gestion des latrines et douches a été effective sur les sites de Hindé, Xwlacodji et du port de pêche de Cotonou. Ces différents ouvrages ont été fréquentés par les populations et les effectifs enregistrés sont consignés dans le tableau ci-après :

TABLEAU10 : EFFECTIFS ENREGISTRES PAR SITE POUR LES LATRINES ET DOUCHES

OUVRAGES	SITES	NOMBRE DE CABINES	NOMBRE D'USAGES
Latrines	Hindé	8	55 398
Latrines	Port	8	73 817
Latrines	Xwlacodji	8	116 539
Douches	Xwlacodji	7	24 889
TOTAL			**270 643**

Les travaux d'entretien ont été effectués sur les différents sites pour permettre aux ouvriers de jouer pleinement et convenablement leurs rôles et aux usagers de satisfaire leurs besoins. Il s'agit précisément de :

- L'installation de nouveaux pots de défécation, le changement par endroit des gongs et la vidange régulière des fosses.

- Le curage d'un module de quatre cabines a été fait à Xwlacodji compte tenu des déchets jetés dans les latrines par les usagers et qui ne permettent pas de vider facilement et complètement les fosses.

- Au port de pêche, le projet d'aménagement entrepris par le gouvernement, s'est étendu jusqu'à l'emplacement des latrines. Ceci a nécessité la destruction des cabines existantes et la réalisation d'un module de huit (08) nouvelles cabines de latrines construites par l'entreprise SATOM, en remplacement de celles détruites.
- L'utilisation de phaser 350 EC comme produit d'entretien a beaucoup atténué les odeurs et la multiplication des asticots.

- L'aménagement de la plage de Xwlacodji empêche la population d'y déféquer. Par conséquent, une permanence est organisée de vingt trois (23) heures jusqu'à six (06) heures du matin à Xwlacodji afin de permettre à la population de déféquer jusqu'au petit matin

- L'ouverture et la mise en exploitation de nouvelles latrines dans les périphéries de Hindé et la fréquentation de la population des latrines sauvages qui sont installées sur la lagune ont fait chuter considérablement les recettes.

II. RECHERCHE ET GESTION DE CONTRAT DE PARTENARIAT

Au cours de l'année 2005, quatre contrats de partenariat étaient prévus pour être renouvelés. De ces différents contrats, deux seulement ont pu être renouvelés.

1. CONTRAT NON-RENOUVELES

Le projet de Promotion de la scolarisation des filles exécuté avec le Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire sous la Direction de la Promotion de la Scolarisation ne s'est pas poursuivi bien q'un programme de formation des membres des structures installées soit élaboré et envoyé au ministère sur demande.

Le projet "Jeunes vie associative (JVA)", un projet d'appui aux associations de jeunes et de jeunesse, exécuté avec l'Association Française des Volontaire du Progrès (AFVP) en 2004 devrait être poursuivi sur la base du reliquat de la première phase en 2005. Ce programme n'a pu être démarré bien qu'un plan d'action et les contrats de prestation soient élaborés avec la coopération française.

2. CONTRATS RENOUVELES

Deux contrats ont été renouvelés pour la poursuite des activités y afférentes. C'est le cas des contrats relatifs aux projets de SIDA sur BHAPP avec le partenaire AFRICARE et sur PPLS avec l'unité de gestion du projet.

3. NOUVEAUX CONTRATS SIGNES

Deux nouveaux contrats de partenariat ont été signés au cours de l'année 2005 avec respectivement l'Organisation internationale de travail (OIT) pour le projet de lutte contre la traite des enfants d'une durée de 11 mois ; PLAN BENIN avec le Projet de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PSAN) d'une durée de 10 mois. La signature de ces nouveaux contrats permet à la MJCD d'entrer en partenariat avec deux nouvelles structures et d'élargir sa zone d'intervention.

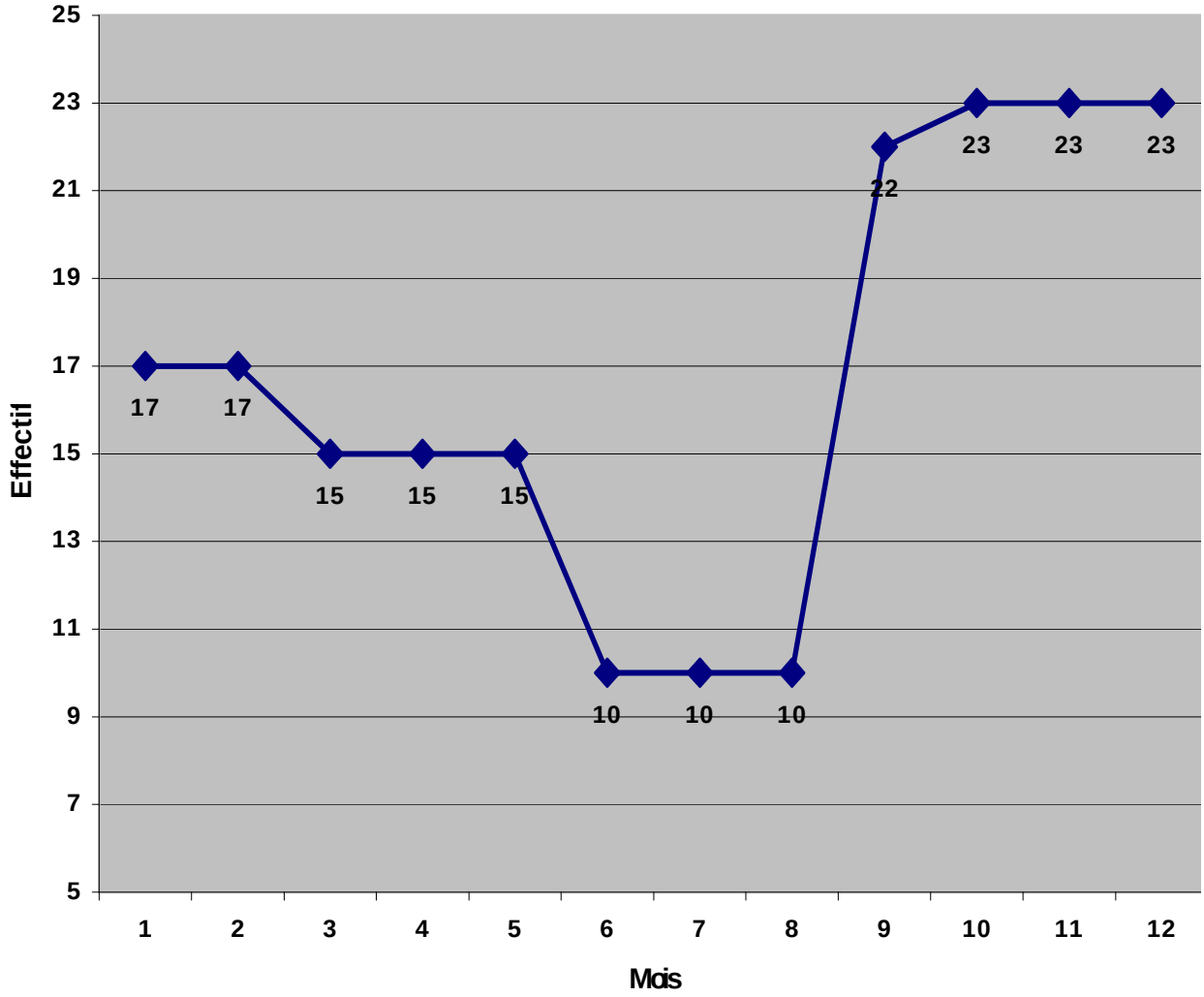
4. DYNAMIQUE DU PERSONNEL ET RENFORCEMENT DES CAPACITES

- **Dynamique du personnel**

  Ayant surtout des contrats à durée bien déterminée avec ses partenaires au développement, la MJCD ne peut de son côté, que signer aussi des contrats à durée déterminée avec ses employés, surtout les animateurs. En effet, la fin, le renouvellement et la signature des contrats entraînent le débauchage, le maintien et l'embauchage de personnel au sein de la MJCD.

Au cours de l'année 2005, de 17 en janvier, l'effectif du personnel s'est retrouvé à 23 en décembre avec des modifications pendant l'année. La courbe suivante montre l'évolution du personnel au cours de l'année.

GRAPHIQUE 4 : EVOLUTION DES EFFECTIFS DU PERSONNEL EN 2005



- **Renforcement des capacités du personnel**

Conformément à son plan de formation et en raison des nouveaux programmes démarrés cette année et du renouvellement de certains contrats, des formations ont été reçues par quelques membres du personnel de l'ONG. Le tableau suivant fait la synthèse de ces différentes formations et les bénéficiaires.

TABLEAU 11 : FORMATIONS REÇUES PAR LE PERSONNEL EN 2005

FORMATION	OBJECTIFS DE LA FORMATION	DUREE	PERSONNEL MJCD BENEFICIAIRES	ORGANISATEUR / BAILLEUR
Conseiller en formation continue et en apprentissage(CFCA)	▪ Définir la notion de CFCA et ses qualités. ▪ Elaborer un plan de formation à partir de l'analyse des besoins ▪ Procéder à l'évaluation d'actions et du plan de formation ▪ Elaborer une offre de formation ▪ Définir les relations en interne et en externe, le marketing et la démarche qualité ▪ Définir la démarche complète de la mise en œuvre du suivi et de l'évaluation d'une action de formation.	12 mois (en alternance)	Chargé de suivi	Financement : DGFPCS et projet PAFTP Maître d'œuvre : DGFPCS
Approches collaboratives en matière de développement décentralisé participatif (DDP)	▪ Définir le concept du DDP tel que décrit dans la formulation de la vision DDP de la région Afrique de la Banque Mondiale ▪ Décrire les opportunités et /ou les enjeux pour les pays africains et pour la Banque Mondiale, liées à la mise en œuvre des initiatives de développement décentralisé et participatif (DDP) ▪ Identifier les stratégies appropriées pour rendre les projets décentralisés et participatifs, viables et durables.	10 jours	Directeur Exécutif Chargé de programmes Chargé de suivi	Banque Mondiale
Les techniques d'élaboration des manuels de procédures	▪ Se familiariser avec le cadre conceptuel d'élaboration d'un manuel de procédure et les outils susceptibles d'aider à la rédaction de procédures ▪ Fournir le canevas de recueil des informations pertinentes nécessaires à la rédaction des procédures ▪ Avoir à disposition des exemples de procédures comme sources d'inspiration dans la rédaction des procédures.	03 jours	Le contrôleur de gestion	CEPEPE / PADEAR-DANIDA
Education pour la prévention du VIH/SIDA en milieu scolaire au Bénin : communication pour un changement de comportement	▪ Connaître le SIDA, ses causes, ses conséquences et les moyens de prévention d l'infection au VIH ▪ Connaître les stratégies d'une bonne nutrition de la PVVIH ▪ Connaître les techniques d'animation pour un changement de comportement en milieu scolaire.	05 jours	Un animateur	Programme Alimentaire Mondial (PAM)

FORMATION	OBJECTIFS DE LA FORMATION	DUREE	PERSONNEL MJCD BENEFICIAIRES	ORGANISATEUR / BAILLEUR
Formation sur quelques approches du développement communautaire : l'approche AMED	▪ Décrire les principes directeurs de l'approche AMED ▪ Présenter les composantes de l'approche AMED ▪ Décrire les outils de l'approche AMED ▪ Expliquer le cycle des projets AMED	3 jours	Animateurs du Programme de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PSAN)	MJCD / PLAN BENIN
La planification stratégique, un outil de gestion efficace sur le moyen et long terme.	▪ Décrire le processus de planification stratégique ; ▪ Présenter le contenu de chaque étape du processus ; ▪ Utiliser certains outils et techniques de collecte et de traitement des informations dans le cadre de l'élaboration du plan stratégique ; ▪ Rendre opérationnelle une action de planification stratégique ; ▪ Présenter les grandes rubriques du plan stratégique.	3 jours	Animateurs du Programme de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PSAN)	MJCD / PLAN BENIN
Technique d'élaboration d'un programme d'action et de rapport (technique et financier)	▪ Renforcer la capacité des agences d'exécution du projet d'Elimination de la Traite des Enfants « ETE »	4 jours	Comptable et coordonnateur du projet	IPEC /OIT

ANALYSE DES RESULTATS ET PROJECTIONS POUR 2006

En somme, il convient de noter que le plan opérationnel 2005 est exécuté à 81,25%. Les actions de formation développées par la MJCD, lui ont permis de toucher un grand nombre de groupes cibles que sont : les acteurs du système éducatif béninois, les acteurs du secteur agricole, les animateurs de la vie politique, les responsables des services administratifs, les élus locaux qui sont renforcés et outillés. Aucune difficulté majeure n'est à signaler. Sur l'ensemble de toutes les sessions de formation, la MJCD a adopté une seule méthodologie : la démarche ACER (Analyse, Conception, Evaluation, Rétroaction).

Dans le domaine de l'intermédiation sociale, deux projets prévus n'ont pu être démarrés pour des raisons indépendantes de la MJCD. Il s'agit des projets PIC (promotion des initiatives communautaires) et PAGREB (promotion des activités génératrices de revenus à la base). Six (6) partenariats ont pu être négocié en 2005 pour des actions de développement avec la MJCD. La principale difficulté rencontrée en 2005 est l'insuffisance des ressources financières pour faire face aux charges de fonctionnement de la structure et la réalisation de certains investissements prévus pour le compte de l'année. Ceci a entraîné la non-réalisationn de certaines prévisions pour le compte du programme de renforcement institutionnel de la MJCD RIM.

En effet, les modules de latrines prévus pour les quartiers démunis et insalubres de Cotonou n'ont pu être réalisés. Le déménagement de Houèto à Kpanroun a été effectif mais les activités agropastorales n'ont pas pu démarrer. Les programmes PGDP et PADPPA dont les démarrages étaient prévus pour le mois de juillet n'ont jamais démarré jusqu'à la fin de l'année. Malgré les dispositions prises pour la poursuite du programme JVA, aucune activité n'a été mise en œuvre à cause du décaissement non effectué par la coopération française pour des raisons inconnues de la MJCD.

Le démarrage effectif en 2006 des deux programmes en instance que sont le PGDP, et PADPPA, la poursuite des projets en cours d'exécution, l'exécution des marchés de formation et le développement des AGR permettront certainement à l'ONG de connaître des jours meilleurs en 2006. La synthèse du plan opérationnel élaboré à cet effet se présente comme suit :

TABLEAU 12 : SYNTHESE DU PLAN OPERATIONNEL 2006

PROJETS	RESULTAS ATTENDUS	OBSERVATIONS
PSAN	▪ Elaborer et mettre en œuvre un plan stratégique et un plan d'affaire au niveau de chaque groupement sélectionné ▪ Accompagner les communautés dans un processus de changement de comportement pour l'amélioration de l'état nutritionnel de l'enfant, de la femme enceinte et de la femme allaitante à travers des séances de pesée mensuelle et les séances éducatives. ▪ Œuvrer pour une réduction au sein des communautés d'intervention, des cas de malnutrition modérées et graves à travers des séances de récupération nutritionnelle et des démonstrations culinaires ▪ Promouvoir au sein des communautés les meilleures pratiques de stockage de produits vivriers ▪ Mettre en place avec les communautés des structures améliorées de stockage ▪ Mettre en place avec les communautés des essais de gestion intégrée de la fertilité des sols à travers des parcelles écoles et vulgariser les essais réussis ▪ Identifier et mettre à l'essai avec les communautés des innovations d'intensification et de diversification agricole (production non conventionnelle, élevage des petits ruminants, élevage de volailles) ▪ Accompagner les communautés dans l'initiation de groupement d'intérêt économique (GIE) pour l'accès facile aux intrants agricoles et aux informations du marché des prix des produits agricoles	Durée des interventions : septembre 2005-juin 2006
P/ETE	▪ La dynamique communautaire de lutte contre la traite des enfants est rendue opérationnelle dans chaque localité ciblée par le projet ▪ Une campagne de sensibilisation sur les risques et méfaits de la traite des enfants préparée et exécutée ▪ La capacité des écoles des localités ciblées renforcée en vue de diminuer le risque d'abandon scolaire des EVT et améliorer l'environnement général de l'apprentissage à l'école ▪ Une campagne ciblée contre la traite des enfants et mettant en relief les bienfaits de l'éducation menée dans les écoles bénéficiaires à l'attention des enfants scolarisés ▪ Les besoins immédiats des enfants ciblés sont pris en compte, et un système de suivi et d'encadrement en dehors des heures de classe mis en place en leur faveur ▪ 100 membres adultes des familles des enfants vulnérables ont reçu des appuis conseils, une formation en entrepreneuriat rural et ont été orientés vers des institutions de micro - crédits pour le développement d'AGR, afin d'être en mesure de mieux assurer la scolarisation des enfants.	Le partenariat avec l'OIT/IPEC arrive à terme en juillet 2006
Institut PHENIX	▪ Un projet d'équipement de l'institut de documentation de la MJCD est élaboré et mis en œuvre avec le soutien des partenaires ▪ Le système de gestion de l'IP est amélioré à travers l'élaboration des manuels de procédures administratives financière et technique propre. ▪ L'institut a soumissionné à au moins cinq appels d'offre de formation et a gagné. ▪ Les formations de RTI et de FODEFCA sont exécutées de façon satisfaisante par l'institut. ▪ L'Institut PHENIX est enregistré en tant que bureau d'étude et reconnu officiellement comme tel par les structures compétentes ▪ Une évaluation d'impact de l'une des anciennes actions de formation organisées est faite ▪ La capitalisation des expériences acquises en matière d'organisation	

PROJETS	RESULTAS ATTENDUS	OBSERVATIONS
	d'action de formation est réalisée progressivement ▪ Des document d'information sur l'IP et ses produits et services sont réalisé et distribués ▪ Un projet d'intensification de la location de la salle de formation et du vidéo projecteur est élaboré et mis en œuvre.	
PPLS	▪ 5 communautés et collèges financés à Cotonou sont suivies dans la mise en œuvre des plans d'action communautaire de lutte contre le SIDA ▪ 5 communautés et collèges sont appuyées dans la mobilisation de leur apport et la gestion des PACLS ▪ Une auto évaluation des PACLS basée sur la technique du report card est effectuée dans au moins 5 communautés.	Il s'agit pour la MJCD de lancer les nouvelles communautés de Cotonou dans le démarrage de la mise en œuvre de leurs nouveaux plans
PADPPA	▪ L'information et la sensibilisation des bénéficiaires potentiels du programme sur les objectifs, les stratégies d'intervention et les modalités de participation sont organisées ▪ L'animation des processus d'élaboration et de mise en œuvre des plans de gestion des ressources en harmonie avec le développement local est organisée ▪ L'appui conseil en gestion et l'encadrement technique des bénéficiaires sont assurés ▪ L'animation et l'encadrement des processus d'élaboration de dossier pour les demandes d'investissement et de crédit sont effectués ▪ Le suivi des activités d'alphabétisation en langue locale et en français fondamental est fait ▪ Les demandes formulées sont analysées	10 communautés de pêche bénéficieront des activités du projet à Cotonou
PGDP	▪ 50 GIF sont selectionnés. ▪ Un répertoire des GIF des communes du Zou est établi ▪ Les GIF opérationnels du Zou sont audités sur le plan organisationnel ▪ Un plan de renforcement des GIF du Zou est élaboré ▪ Les capacités des GIF opérationnels du Zou sont renforcées pour une meilleure participation à la gestion des communes ▪ Une plate forme des GIF du ZOU pour une meilleure participation de ceux ci à la gestion communale est créée	Les résultats du présent projet couvrent une période de 2ans : 2006-2007

PROJETS	RESULTAS ATTENDUS	OBSERVATIONS
RIM	▪ Les activités agropastorales sont identifiées pour le site de Kpanroun après étude de faisabilité ▪ Les latrines sont suivies dans leur gestion quotidienne et au moins un module de 4 cabines est construit. ▪ Les besoins en formation du personnel sont identifiés et les formations organisées suivant un plan de formation précis avant décembre 2005 ▪ Un projet d'ouverture et de gestion de centre de santé est élaboré et mis en œuvre comme AGR ▪ Au moins quatre (4) partenaires sont identifiés pour des actions d'intermédiation sociale et la satisfaction des besoins des communautés ▪ Une antenne au moins est créée et dynamisée ▪ Les audits de comptes des années 2005 sont organisés ▪ Les différentes actions de l'ONG sont capitalisées	L'atteinte des différents résultats dépendra en grande partie du dynamisme du personnel et de la disponibilité des ressources financières
BHAPP	▪ Le micro – projet 4 de lutte contre le sida est mis en œuvre par la MJCD ▪ Une évaluation des activités du projet est organisée ▪ Un partenariat est envisagé avec d'autres partenaires dans le cadre du dit projet.	